

RÉ- SOLUTIONS

POUR UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL

SUPPLÉMENT AU JOURNAL MESSAGES N°744 FÉVRIER 2020

DÉBATTRE

LA FRANCE DOIT-ELLE
DÉNONCER
LES DICTATURES ?

EXPLORER

VIES DE RUE,
ENVIE D'EN SORTIR

COMPRENDRE

PARTICIPATION
CITOYENNE :
L'AUTRE FAÇON
DE "FAIRE SOCIÉTÉ"



Secours
Catholique
Caritas France



06



31



14



28

04 RÉAGIR

Assurance chômage : les travailleurs précaires fortement pénalisés

06 INNOVER

Des mails contre le suicide

11 DÉBATTRE

La France doit-elle dénoncer les dictatures ?

14 COMPRENDRE

14 **Enquête.** Participation citoyenne : l'autre façon de "faire société"

21 Pouvoirs publics et participation

22 **L'entretien.** Jean-François Caron : « La participation transforme les habitants et la société »

26 **Ici et là-bas.** En Mauritanie, un quartier transformé par ses habitants

28 RENCONTRER

Chico Whitaker. Une vie contre l'oppression

31 EXPLORER

Vies de rue, envie d'en sortir

38 LIBRE PAROLE

Alexis Jenni. Nous avons vu le courage

39 LE REGARD DE BESSE ET ÉRIC LA BLANCHE

N'en jetez plus !

**RÉ-
SOLUTIONS**

Supplément au trimestriel *Messages du Secours Catholique-Caritas France* : 106, rue du Bac – 75341 Paris Cedex 07
Tél. : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50

Présidente et directrice de la publication :
Véronique Fayet

Directrice de la communication :
Agnès Dutour

Rédacteurs en chef :
Emmanuel Maistre (7576)
Clarisse Briot (7339)

Rédacteur en chef adjoint :
Jacques Duffaut (7385)

Rédacteurs :
Benjamin Sèze (5239)
Cécile Leclerc-Laurent (7534)

Rédacteur-graphiste :
Guillaume Seyral (7414)

Rédactrices photo :
Elodie Perriot / Anaïs Pachabézien (7583)

Imprimerie : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique – Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 63 753 exemplaires.

Dépôt légal : n° 103 911

Numéro de commission paritaire :
1122 H 82430 / Édité par le Secours Catholique – Caritas France.

Photo de couverture :
Xavier Schwebel / SCCF



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.

ÉDITORIAL

L'ACTION LOCALE POUR TRANSFORMER LA SOCIÉTÉ ?

PAR **CLAUDE BOBEY**, DIRECTEUR ENGAGEMENT ANIMATION - FRANCE EUROPE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE.



ÉLODIE PERRIOT / SSCF

“

LES PLUS PAUVRES
SONT LES VÉRITABLES
“SEMEURS DU
CHANGEMENT”

”

Dans le *Manifeste pour le progrès social*¹, l'économiste Marc Fleurbaey qui a dirigé l'ouvrage promeut le fait que les grands changements doivent venir de la “base” de la société et le politique n'intervenir qu'après pour légiférer et normer ces transformations.

Au Secours Catholique, nous croyons vivement en cette vision d'un monde où les solutions et propositions naissent principalement d'“en bas” et n'arrivent pas d'“en haut” comme par enchantement, mais émergent après un dur labeur d'acteurs locaux, fédérés et moteurs d'un changement qui les dépassera.

Nous avons la conviction que les personnes en précarité ont un rôle particulier à jouer et faisons nôtres les paroles du pape François aux mouvements populaires, pour qui les plus pauvres sont les véritables « semeurs du changement ». De fait, les plus délaissés de notre monde savent et pratiquent au quotidien la lutte pour leur survie. Ils développent alors des stratégies bien particulières, créatives et ingénieuses pour s'en sortir du mieux possible. Des stratégies, qui, bien souvent nous montrent un changement enjoué vers plus de liens que de biens.

Ce que nous observons aujourd'hui dans notre société de marché où les biens et les services cherchent à s'acheter ou à se vendre, c'est beaucoup d'inégalités, de tristesse et de morosité². Les plus pauvres développent, quant à eux, un marché bien différent. Ils n'ont guère à vendre et leur pouvoir d'achat ne leur permet pas d'acheter grand-chose. Alors ils nous disent par leurs actes qu'une autre société est possible. Certainement plus sobre, moins consommatrice d'énergie, pour ne pas dire de planète ! Nous observons dans les actions très locales, que ce soit au Secours Catholique ou chez nos partenaires, une “hybridation” des modèles. Le changement s'opère souvent par des processus qui allient et articulent aussi bien l'économique que le social, le culturel que l'environnemental. Nous faisons enfin le constat, partagé par nos partenaires associatifs, de l'envie des plus fragiles d'agir, de s'exprimer et de s'engager. L'enthousiasme et la mobilisation suscités par les 150 débats locaux organisés au sein de notre réseau, au moment du Grand Débat national, en sont la preuve. À l'aube des échéances municipales, rappelons-nous que l'avenir de notre action en commun se construit au niveau très local et avec les personnes concernées. Engageons-nous collectivement à ouvrir nos portes à leur engagement dans des processus locaux, que ce soit dans les associations comme dans les conseils municipaux. ■

1. *Manifeste pour le progrès social*, ouvrage coordonné par Marc Fleurbaey, Éditions La Découverte, 2019.

2. *Le Temps des passions tristes, Inégalités et populisme*, François Dubet, Seuil, 2019.

ASSURANCE CHÔMAGE : LES TRAVAILLEURS PRÉCAIRES FORTEMENT PÉNALISÉS

Depuis le 1^{er} novembre, la réforme de l'assurance chômage entre progressivement en vigueur, mais elle semble pensée au détriment des travailleurs les plus précaires. Plutôt qu'une logique de sanction, le Secours Catholique promeut un renforcement des moyens alloués à la formation et à l'accompagnement des travailleurs et des demandeurs d'emploi.

PAR **BENJAMIN SÈZE**

+ Un élargissement des bénéficiaires

Les salariés qui démissionnent pourront être indemnisés. Néanmoins, il faudra avoir travaillé cinq ans en continu dans l'entreprise – ce qui exclut de fait les jeunes – et avoir un projet de formation ou de création d'entreprise. Les travailleurs indépendants pourront également toucher l'assurance chômage, à condition d'avoir une entreprise depuis plus de trois ans avec un chiffre d'affaires annuel supérieur à 10 000 euros, et d'être en situation de liquidation judiciaire. Cet élargissement des bénéficiaires risque, malheureusement, de ne concerner finalement que les plus agiles, les mieux formés, et ceux qui ont un réseau développé.

- Un durcissement des conditions d'ouverture des droits

Il faudra avoir travaillé plus longtemps sur une période plus courte pour pouvoir accéder à l'assurance chômage : 6 mois travaillés au cours des 24 derniers mois, au lieu de 4 mois sur 28 aujourd'hui. Ce sont les plus vulnérables qui pâtiront de ce durcissement des conditions d'ouverture des droits : les travailleurs saisonniers et intérimaires, les jeunes peu formés et qui manquent d'expérience, ou encore les seniors, qui ont des difficultés à trouver un emploi stable.

- Une diminution de l'indemnisation chômage des travailleurs précaires

Pour fixer l'indemnité de chômage d'une personne, on se basait jusqu'à présent sur le salaire moyen perçu pendant les jours travaillés sur l'année écoulée. Désormais, ce calcul se fera sur les 24 derniers mois et inclura les jours non travaillés, ce qui fera automatiquement baisser le montant du salaire moyen pour les personnes ayant connu des périodes d'inactivité. Les travailleurs précaires, qui enchaînent les CDD de courte durée entrecoupés de plusieurs jours ou semaines chômés, seront donc pénalisés.

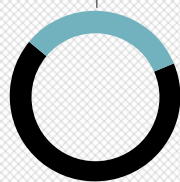
+ Un outil qui se veut dissuasif contre l'utilisation abusive des contrats courts

Un système de bonus-malus vise à limiter le recours aux contrats courts. Ainsi, les entreprises pourront voir le taux de leur contribution patronale d'assurance chômage varier en fonction de leur propension à se séparer fréquemment de leurs salariés. Mais ce bonus-malus ne concerne que 5 à 7 branches professionnelles sur les 35 qui recrutent principalement en contrats courts. Et il ne vise que les entreprises de plus de 11 salariés.

REPÈRES

1/3 des personnes

« qui auraient ouvert un droit » à l'assurance chômage si la réglementation était restée inchangée seront affectées, d'avril 2020 à mars 2021, par le resserrement des critères d'éligibilité.



850 000 personnes, devraient sortir perdantes du nouveau mode de calcul des indemnités chômage, lors de la première année d'application de la réforme, soit environ 37 % des nouveaux allocataires.



Source : Note de l'Unédic sur l'impact de la réforme de l'assurance chômage, 2019.



NOTRE ALTERNATIVE

PAR FRANÇOIS BERRUER, CHARGÉ DE PROJET EMPLOI AU SECOURS CATHOLIQUE

« POUR RÉDUIRE LES DÉPENSES, MISER SUR LA FORMATION ET L'ACCOMPAGNEMENT »

Derrière cette réforme, il y a une vision systémique qui lie "travail-formation" et "assurance chômage". Selon la logique de ses promoteurs, le durcissement de l'accès au droit au chômage devrait donc s'accompagner d'une augmentation de l'accès à la formation, le tout dans un marché du travail ouvert. Or, si des emplois sont effectivement vacants, leur nombre est limité et ils présentent souvent un fort degré de pénibilité pour un faible niveau de rémunération. De plus, l'obligation de mobilité pour accéder à un emploi vacant peut poser problème pour des personnes qui, en quittant leur secteur, risqueraient de perdre le filet de sécurité que constituent leurs réseaux familial et social.

Enfin, concernant l'accès à la formation, nous observons au Secours Catholique qu'il est loin d'être simple pour les plus précaires. Cette réforme

“
PLUTÔT QUE DE ROGNER
LES INDEMNITÉS, IL FAUT
FACILITER L'ACCÈS
À LA FORMATION.
”

est pensée pour ceux qui sont agiles, ceux qui au cours de leur formation initiale ont réussi à entrer dans les logiques de la débrouillardise et du rebond permanent. Les autres, plus fragiles car moins préparés, moins qualifiés, peu mobiles..., seront en-

core affaiblis par cette injonction au rebond, à l'agilité, au "toujours plus vite" et à toujours plus d'efforts pour un travail qui aura parfois perdu de son sens et sera effectué dans des conditions plus défavorables. Plutôt que de rogner les indemnités, il faut faciliter l'accès à la formation tout au long de la vie, pour permettre aux personnes d'évoluer dans leur métier ou de changer de voie dans le cadre d'un projet voulu. Il faut aussi donner les moyens à Pôle emploi d'assurer un accompagnement de qualité, adapté à chacun selon les obstacles qui l'empêchent d'accéder à l'emploi. C'est cela qui permettra aux personnes d'occuper durablement un emploi et ainsi de faire faire des économies à l'assurance chômage. ■

DROIT DE SUITE

EN OUTRE-MER, LES JEUNES FORMÉS AU PLAIDOYER

En mars 2017, des représentants des groupes Young Caritas du Secours Catholique, des territoires d'outre-mer rencontraient à Paris les équipes de la plupart des candidats à l'élection présidentielle et également le cabinet du ministre des Outre-mer. Leur objectif : témoigner des problématiques vécues par les adolescents et les jeunes adultes

dans leurs territoires, et proposer des solutions. Huit mois plus tard, 60 jeunes Young Caritas antillais se formaient au plaidoyer local. Depuis, les jeunes du Secours Catholique de Guyane se sont engagés pour la préservation de leur environnement. Ils mènent auprès de la population et des élus locaux des actions de sensibilisation à la bonne gestion des déchets. En

Martinique, c'est sur la question du chômage massif des jeunes sur le territoire que les Young Caritas ont décidé d'agir. Parmi leurs actions futures : évoquer ce sujet sur les radios et à la télévision locales, et organiser une rencontre-débat entre des jeunes, des chefs d'entreprise, des professionnels de l'action sociale et des élus locaux. ■

B.S.



INNOVATION

DES MAILS CONTRE LE SUICIDE

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT** PHOTOS : **CHRISTOPHE HARGOUES**

En Allemagne, Caritas a mis en place une plate-forme *online* à destination de jeunes désespérés et tentés par le suicide. Une simple recherche Internet les oriente vers U25, un site sur lequel ils peuvent échanger des mails avec de jeunes volontaires... et peut-être retrouver la force de vivre.

leur domicile, depuis leur propre ordinateur. À l'origine du projet, un constat : chaque année, 600 jeunes se donnent la mort en Allemagne, ce qui porte le suicide à la 2^e place des causes de mortalité chez les jeunes, après les accidents. « Caritas a pour mission de lutter contre le désespoir. C'est pourquoi nous nous sommes emparés de cette question », explique Anna Gleiniger, directrice d'U25 à Berlin. « Et l'idée est de construire l'avenir avec les jeunes en les éloignant du suicide et en leur faisant partager notre espoir. » « Nous sommes un peu un point d'ancrage auquel nos correspondants peuvent s'accrocher pour ne pas sombrer. Ils peuvent ainsi sortir eux-mêmes de leurs problèmes en retrouvant de la force à nos côtés », estime Doreen, bénévole de 25 ans et étudiante en psychologie. Dans les premiers mails, il est question de faire »

« *J*e n'en peux plus. Je ne veux pas mourir mais je ne veux pas vivre non plus. Je pense chaque jour au suicide. Signé : Antonia. » « Chère Antonia, je trouve courageux de ta part de m'écrire. Tout ce que tu diras restera entre nous. Il n'y a dans nos échanges ni vrai ni faux. Signé : Jan. » Voici en substance un exemple d'échange de mails qui transitent via U25¹. Sur cette plateforme en ligne de Caritas, ce sont de jeunes bénévoles âgés de 16 à 25 ans qui répondent à d'autres jeunes tentés par le suicide, et ce à

▲ Les bénévoles de Caritas dialoguent « d'égal à égal » avec d'autres jeunes touchés par des pensées suicidaires.



LES BESOINS IDENTIFIÉS

600

jeunes se suicident
chaque année en Allemagne.

En Allemagne, le suicide est la 2^e cause
de mortalité chez les jeunes après
les accidents. Chaque jour, 20 jeunes
font une tentative de suicide.

L'IDÉE



Offrir un espace de dialogue sur Internet

à ces jeunes désespérés et tentés par le suicide.
Sur la plateforme U25, les jeunes en souffrance
peuvent échanger des mails avec d'autres jeunes,
bénévoles.



QUI ?

▶ 1 200 jeunes de moins
de 25 ans accompagnés
chaque année
en Allemagne.



COMBIEN ?

8000
mails échangés
chaque année.



PAR QUI ?

▶ 200 jeunes
bénévoles
accompagnants,
âgés de 16 à 25 ans.



LEVIERS D'ACTION

Respect
de **l'anonymat**
dans les mails

Service **gratuit**,
ouvert à tous
les jeunes

Dialogue
d'**égal à égal**

**Pas de limitation
de durée**
ni de règles
concernant
la fréquence
des échanges

Encadrement
des bénévoles
**avec réunion
toutes les deux
semaines**

**Formation
préalable**
des volontaires
durant
quatre mois



CHRONOLOGIE DU PROJET

- ▶ **2002** : la première plateforme U25 est créée à Fribourg par Caritas.
- ▶ **2013** : de nouvelles plateformes U25 apparaissent à Berlin, Hambourg, Gelsenkirchen et Dresde.
- ▶ **2015 à 2017** : Dortmund, Biberach, Paderborn, Emsland et Nüremberg mettent en place à leur tour des plateformes U25.



SUJETS ABORDÉS PAR LES JEUNES

- ▶ Le harcèlement moral à l'école ou sur Internet.
- ▶ Les problèmes relationnels avec les parents, la maltraitance sexuelle.
- ▶ Les pressions sur Internet et la comparaison avec les autres.

 DOCUMENT

SOUTENIR PAR MAIL

C'est par mail que les bénévoles de Caritas Allemagne accompagnent les jeunes touchés par des pensées suicidaires.

Juillet

- Salut, je me sens dépressive mais ne sais pas comment m'en sortir. Je ne vois pas d'issues de secours et ne sais pas à qui parler. *Anna*
- Réponse : salut, je suis Mona. Je trouve ça courageux que tu m'écrives et me confies que tu penses au suicide. Tu as fait le premier pas et chez nous il n'y a pas de bête ou de fou. Je sens que ça ne va vraiment pas. Y a-t-il une raison précise ? (...)

Octobre

- Je me sens détruite, non comprise. Je n'ai plus envie de ma vie.
- Salut Anna, Je te propose chaque soir de penser à une chose que tu as trouvée belle dans la journée. Ainsi tu rassembleras des moments qui valent la peine d'être vécus. (...)

Février

- Salut Mona, je voulais te remercier. Ça m'a beaucoup aidé de t'écrire. Je peux maintenant m'en sortir seule et t'écouterai si ça ne va plus.
- Salut Anna, je trouve ça super la manière dont tu as réussi à t'en sortir ces derniers mois. N'oublie jamais cela. Bien sûr tu peux toujours m'écrire. Bises. Mona

» connaissance et d'instaurer un climat de confiance. Avec un maître mot : déculpabiliser. Oui, on a le droit de ne pas se sentir bien, de se poser des questions sur le sens de la vie. *« Quand on est jeune, il est tout à fait normal d'avoir des questionnements sur la vie, mais il est important d'en parler pour ne pas tomber dans le négatif »*, note Anna Gleiniger. *« On parle trop peu du suicide dans notre société, ajoute Doreen, dès que quelqu'un dit ne pas être bien, il est exclu. Il y a une forte pression, surtout sur les jeunes. »* Une pression renforcée, selon U25, par ce qui circule sur Internet : voir la vie des autres – ou ce qu'ils en disent – sur les réseaux sociaux peut causer une pression pour un jeune en manque de confiance qui rêve alors d'une vie idéale. Sans parler du har-

cèlement moral renforcé par l'outil Internet, où un jeune peut vite devenir un sujet de moquerie de la part d'un de ses semblables. D'où l'idée, d'ailleurs, d'aller chercher les jeunes via



JE SUIS ENCORE PERSUADÉE AUJOURD'HUI QUE CE CONTACT A SAUVÉ MA VIE.

ce même outil – Internet – et avec des bénévoles de leur âge qui ont les mêmes codes. *« Nous avons le même langage, les mêmes moyens d'expression, nous comprenons les problèmes évoqués comme les études ou les rela-*

tions avec les parents. C'est un dialogue d'égal à égal », observe Doreen.

Transmettre son énergie de vivre

Les 200 jeunes volontaires d'U25 sont au préalable formés par des spécialistes durant quatre mois sur le suicide, les troubles psychiques et les techniques de dialogue. On leur apprend par exemple à discerner le sens caché derrière de simples mots, ou encore à poser des questions ouvertes afin que les jeunes en face s'expriment d'eux-mêmes. Par exemple, il vaut mieux demander : *« Comment te sens-tu aujourd'hui ? »* plutôt que : *« Tu te sens mal ? »* Les bénévoles sont aussi accompagnés pour prendre soin d'eux-mêmes et savoir prendre du recul, notamment en délimitant leur champ d'action. Lors de la rédaction des mails, on leur conseille par exemple d'allumer une bougie ou de porter un pardessus, pour mettre fin plus facilement au temps de l'écriture et préserver leur vie privée. Enfin, à quatre ou cinq, les bénévoles se retrouvent toutes les deux semaines avec la directrice pour échanger sur les mails reçus ou envoyés et les difficultés rencontrées. *« Il faut être bien soi-même avant de pouvoir aider les autres »,* résume Anna Gleiniger. *« J'ai appris à me protéger, témoigne ainsi Doreen. C'est toute la difficulté du projet : garder une distance émotionnelle, mais dans le même temps avoir de l'empathie pour la personne. »* La jeune femme puise sa motivation dans sa propre histoire, se qualifiant d'*« enfant dépressive »*, harcelée par ses parents. Elle veut à son tour aider les autres. Stéphanie, 25 ans, qui travaille dans la production de films, souhaite quant à elle *« partager [son] énergie de vivre. Pour moi, la vie offre plein de possibilités, dit-elle, je veux donc aider d'autres jeunes à voir ces possibilités. »* Pour ce faire, dans les échanges de



mails, même s'ils respectent la volonté des correspondants – celle de se suicider –, sans les juger, les jeunes bénévoles leur envoient aussi avant tout de la force pour vivre. « Aujourd'hui

c'est dur, mais peut-être que toute ta vie ne sera pas comme ça », peuvent-ils écrire, ou encore : « *Essaie chaque soir de penser à un moment positif de la journée.* » Les échanges de mails

▲ « **Il est important de déculpabiliser les jeunes d'avoir ces idées.** », Marcel Azeroth.

durent de plusieurs jours à plusieurs mois. Si la relation avec la personne est stabilisée et que la confiance est installée, le bénévole l'oriente vers un professionnel, psychologue ou psychiatre. Il faut dire qu'avoir le courage d'écrire à U25 est souvent un premier pas décisif. « *Vous avez cru en moi. Vous vous souciez de voir en nous que nous voulons encore vivre* », écrit Jasmin à son correspondant. « *Je suis encore persuadée aujourd'hui que ce contact m'a sauvé la vie* », poursuit Hannah, une autre utilisatrice d'U25. Stéphanie, volontaire, est pour sa part persuadée que l'échange est réciproque : « *J'offre à ces personnes du temps et de l'attention, un peu d'humanité aussi dans notre société matérialiste. Je donne, mais je reçois aussi, car je découvre une autre réalité.* » ■

 **REGARD**

MARCEL AZEROTH, 28 ANS

« ÊTRE ÉCOUTÉ, C'EST BEAUCOUP »

« Je soutiens l'initiative U25 en lui reversant une partie des bénéfices de la vente de T-shirts que je crée sur le thème de la dépression, avec des slogans visuels comme *Stay alive*. Cela fait sens pour moi, car j'ai moi-même touché le fond entre 16 et 20 ans. J'aurais alors aimé avoir une telle aide, dialoguer avec un autre ado qui m'aurait dit : « *Ce n'est pas grave d'avoir des idées suicidaires.* » Il est important de déculpabiliser les jeunes d'avoir ces idées. Car on croit qu'on est fou, et le fait que quelqu'un nous écoute et nous prenne au sérieux, c'est peu, mais c'est beaucoup. Les ados ont besoin d'autres ados. À cet âge, on pense être différent, on est dans son univers. Être écouté par quelqu'un de son âge aide à trouver de la force en soi-même. Aujourd'hui, le sujet du suicide est tabou en Allemagne : les gens n'en ont pas conscience ou ne veulent pas voir la réalité. Moi, j'ose témoigner et dire que j'ai voulu me tuer, car je pense que ça peut aider à sauver des vies. » ■

1. Pour unten 25, "avant 25 ans".

ILS Y PENSENT AUSSI PAR CLARISSE BRIOT



ADULTES PRÉCARISÉS

PSY-GNON SUR RUE

Faciliter l'accès à un praticien pour des personnes en difficulté psychique et sociale, c'est l'objectif de l'Époc, qui a pignon sur rue dans le 19^e arrondissement de Paris. Chaque année, 1 500 personnes – isolées, en voie de précarisation ou d'exclusion – y trouvent un appui et/ou un suivi thérapeutique, contre une participation financière minimale. « Elles peuvent déposer une parole, être entendues et avancer dans leur parcours », explique Sylvie Ullmann, fondatrice et directrice générale de l'association. Un entretien a lieu rapidement après la prise de contact. Des thérapeutes reçoivent sans rendez-vous les mercredis et samedis et des ateliers collectifs sont également proposés. ■

+ Plus d'infos sur www.lepoc.org

ÉTUDIANTS

THÉRAPIE AU CAMPUS

« La période des études n'est pas aussi dorée qu'on ne le croit. C'est une phase de changements, parfois de précarité sociale et d'émergence de pathologies psychiques. Les crises suicidaires sont nombreuses », explique Laurentine Véron, cofondatrice d'Apsytube. Cette association propose aux étudiants des consultations en face à face (prises en charge financièrement) dans 34 villes en France, en partenariat avec les Crous, les mutuelles étudiantes, les écoles et facultés. Des entretiens par webcam sont également possibles. En 2018-2019, 4 000 étudiants ont ainsi été accompagnés. ■

+ Plus d'infos sur www.apsytude.com

SENIORS ISOLÉS

UNE LIGNE CONTRE LA SOLITUDE

Les Petits Frères des pauvres assurent une écoute téléphonique gratuite et anonyme pour les plus de 50 ans isolés. Le service, assuré par 70 bénévoles, fonctionne 7 jours sur 7, toute l'année, de 15 à 20 heures. En 2018, seuls 18 000 appels ont pu être traités, sur 95 000 reçus. L'ennui ainsi que l'isolement (absence de réseau familial ou social) sont les principaux motifs d'appel. 2 % des personnes qui appellent traversent une crise suicidaire. ■

+ Plus d'infos : bit.ly/SolitudeEcoute

RETOUR SUR...

LE "30", UNE MAISON POUR PRÉPARER L'APRÈS

À Strasbourg, le "30" accueille des personnes détenues dont la peine a été aménagée en "placement extérieur". D'une capacité d'accueil de quatre résidents à son démarrage en 2013, la structure, gérée par Caritas Alsace, est passée à sept, dans un nouveau bâtiment mettant l'accent sur les espaces partagés. Objectif : préparer les détenus – dont la peine peut aller de six mois à vingt ans – à leur sortie, et limiter ainsi les récidives. « Les

résidents ont besoin d'un temps entre la détention et la sortie pour reprendre des forces et réapprendre les actes de la vie quotidienne », explique Bernard Rollin, le responsable. Une quinzaine de bénévoles épaulent les détenus dans leurs démarches administratives, la recherche d'un emploi, d'un logement pérenne, ainsi que dans leur suivi psychologique et la reprise de liens familiaux. Par l'organisation de sorties collectives et d'un repas communautaire bimen-



suel, le "30" facilite également le (ré)apprentissage du vivre-ensemble. Sur la cinquantaine de résidents accueillis depuis 2013, moins de 20 % ont vu leur aménagement de peine interrompu. ■

LA FRANCE DOIT-ELLE DÉNONCER LES DICTATURES ?

CONTEXTE. Face aux crises politiques en Afrique, la France se voit souvent reprocher de ne pas condamner assez fermement les régimes autoritaires. Doit-elle s'exprimer haut et fort contre les violations des droits de l'homme ou privilégier une diplomatie de l'ombre ? Quel soutien apporter aux mouvements pro-démocratie, dont font partie les sociétés civiles ?



LAURENT DUARTE

COORDINATEUR INTERNATIONAL
DE "TOURNONNS LA PAGE"

JACQUES MAIRE

DÉPUTÉ LREM, DIPLOMATE,
MEMBRE DE LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Laurent Duarte : Le Secours Catholique s'engage depuis plusieurs décennies contre la pauvreté en Afrique. En 2014, des partenaires nous ont alertés sur le fait qu'encourager le développement impliquait de travailler aussi à la défense des droits fondamentaux. Les 250 associations de "Tournons la page" agissent pour promouvoir les droits de l'homme, protéger leurs défenseurs et obtenir l'alternance dans des pays qui ne l'ont jamais connue. Nous pensons que la France et les Européens doivent se placer du côté des sociétés civiles qui réclament la démocratie. Ces dernières années, la France défend un triptyque "défense, diplomatie,

développement". Nous y ajoutons la démocratie, sans laquelle ces objectifs ne sauraient être atteints. On voit malheureusement la France hésiter sur ce sujet dans les pays les plus stratégiques pour elle. Nos partenaires africains ont du mal à comprendre ce "deux poids, deux mesures". Dans son discours de Ouagadougou¹, Emmanuel Macron a dit ne pas avoir de leçons à donner sur le fonctionnement des États africains. Mais cela revient souvent à accorder un blanc-seing à des dirigeants qui mériteraient des leçons, y compris la France, quand il enfreint les droits de l'homme. C'est le propre d'une relation partena-

riale équilibrée que de se dire les choses.

Jacques Maire : Deux critiques sont souvent adressées à la diplomatie française. La première est de ne pas parler plus haut et plus fort, ce qui nous rendrait complices des dictatures. Mais quand la France est seule à parler, les acteurs locaux n'ont aucun mal à dénoncer un réflexe néocolonial. Par ailleurs, la France n'a pas toujours de réponse à elle seule. En RDC², Joseph Kabila a été remplacé en 2018 par Félix Tshisekedi à l'issue d'élections pas tout à fait sincères. Le résultat a pourtant fait consensus parmi les puissances régionales : le Rwanda, l'Afrique »



ÉLODIE HERRIOT / SCDF

“

Il faut accompagner les sociétés civiles pour qu'elles puissent être le gage d'élections libres et transparentes, car ce ne sont pas les États ni les oppositions qui les garantissent.

”

LAURENT DUARTE

“

Il est difficile de distinguer la société civile des acteurs politiques. On ignore souvent si l'alternance sera un vrai gage de progrès démocratique et de transparence.

”

JACQUES MAIRE

» du Sud et l'Angola. Des ONG ont reproché à la France d'accepter l'issue du vote après avoir critiqué son déroulement. Aurait-on dû dénoncer l'opération comme scandaleuse, décrédibiliser l'alternance ? On ne l'a pas fait, car la France n'est qu'une partie prenante parmi d'autres. Sa démarche consiste plutôt à accompagner l'émergence de solutions politiques locales. Le deuxième point qui nous vaut des controverses, c'est celui de la coopération et des financements qui contribueraient à pérenniser certains systèmes. Nous avons tendance à penser que le coût de leur arrêt pèserait sur les populations plus que sur les régimes. Il est possible de les conditionner à des critères, comme la lutte contre la corruption, mais est-on prêt à couper les fonds si ces conditions ne sont pas respectées, au risque que les fonctionnaires, l'armée, ne soient plus payés ? Le principe français est de refuser d'ajouter du

chaos aux crises. Le prix à payer est une forme d'incompréhension, que vous avez évoquée.

LD : Je vous rejoins sur le fait qu'il faut travailler en consortium. Nous avons soutenu cette stratégie en RDC. Je me demande toutefois – mais peut-être est-ce un procès d'intention – si la France aurait agi de même si elle avait été le principal partenaire du pays, et non un acteur parmi d'autres. On le voit au Cameroun en crise, où la France opte toujours pour une relation bilatérale. Ou en Guinée et en Côte d'Ivoire, où les velléités de troisième mandat des dirigeants font peser un risque sur la population. Ces stratégies différenciées me semblent dommageables. La France manque d'une doctrine : quelles lignes rouges trace-t-on face aux dictatures que l'on finance ?

JM : On manque sans doute d'une doctrine, c'est vrai. Les crises afri-

caines ne sont plus à la mesure de la seule France. Quant à l'engagement des autres acteurs, il n'est pas toujours facile à mettre en œuvre. La motivation des États européens pour s'occuper de l'Afrique, par exemple, est surtout défensive : il n'y a jamais eu autant d'argent pour le continent que depuis que l'on craint l'arrivée de migrants en Europe... Or l'agenda de la France en Afrique n'est pas seulement migratoire, il est d'abord celui de la paix et du développement. L'autre difficulté vient de la France elle-même, qui veut engager les autres, mais sans toujours partager le leadership. Et les autres Européens ne sont d'ailleurs pas toujours prêts à se sentir pleinement responsables des crises ! Il y a par ailleurs des pays d'Afrique où l'on ne voit pas de plan B, car l'opposition manque de maturité. C'est souvent cette question qui se pose : qui est légitime pour en proposer un, quelles

structures peuvent le porter ? On ignore souvent si l'alternance sera un vrai gage de progrès démocratique, de transparence et d'absence de corruption. Au Tchad, par exemple, le parti unique est la seule infrastructure politique qui rassemble des populations de toutes les régions, alors que l'opposition est morcelée dans des logiques clientélistes. Dans de tels contextes, que veut dire mettre en place l'alternance ?

LD : La priorité est selon nous de laisser les Africains décider de leur opposition, même si leur choix s'avère mauvais. Nous aussi avons fait des erreurs dans notre histoire politique. Il faut pour cela accompagner les sociétés civiles pour qu'elles puissent être le gage d'élections libres et transparentes, car ce ne sont pas les États, ni les oppositions, qui les garantissent. Dans beaucoup de sociétés africaines, la désillusion est forte vis-à-vis des deux. La société civile est souvent la seule institution aux prises avec les populations les plus pauvres. Si on ne dirige pas vers elle l'aide de l'Agence française de développement (AFD), des diplomates et tous les autres instruments dont nous disposons, on se coupe d'un relais précieux.

JM : Je suis parfaitement d'accord. La société civile doit être plus soutenue, mais je me pose une question : sur qui a-t-elle un impact ? Au Niger, par exemple, au-delà de quelques villes universitaires, quelle est sa prégnance ? Dans ce type de pays, il est difficile de distinguer la société civile des acteurs politiques.

LD : Cette porosité est réelle. Dans nos sociétés aussi, le monde as-

sociatif peut être un lieu de cooptation des élites politiques. Si la société civile joue le jeu de l'arrivée au pouvoir de partis, sa stratégie peut être contestable, mais le fait que ses membres empiètent sur le champ politique me semble faire partie de leur domaine de travail. La question de leur représentativité est en revanche cruciale : comment faire pour que les plus pauvres, ou les femmes, deviennent des décideurs et non seulement des bénéficiaires ? Cela rejoint les enjeux d'éducation et de développement de ces populations qui se trouvent avant tout confrontées à des questions de survie au quotidien.

JM : Dans le domaine de l'éducation, nous reconquérons le terrain, après avoir perdu en intimité avec ces sociétés, parce qu'il y a moins de linguistes, de coopérants, de chercheurs, alors que nos fonctionnaires tournent tous les trois ans. Il est pourtant essentiel de conserver ce capital qui fait de la France le pays expert pour les bailleurs de fonds dans certaines régions d'Afrique. Cela m'amène à évoquer le rôle de la diplomatie parlementaire. Elle doit éviter deux biais : que les groupes d'amitié se contentent d'échanges proto-

colaires ou qu'ils virent à l'activisme para-ONG. À mon avis, il faut plutôt accompagner les parlementaires africains dans l'exercice de leurs fonctions de représentants des populations. Renforcer leur fonction de contrôle est essentiel pour permettre une meilleure gouvernance et la diminution d'une corruption souvent endémique. Le fait qu'un ministre qui a reçu des millions d'euros d'aide sache qu'il devra rendre des comptes sur leur utilisation aux parlementaires du pays bailleur, mais aussi du pays consommateur, peut changer la donne. Nous travaillons sur ce principe depuis un an, en mettant en place des démarches de contrôle de l'utilisation de l'aide française, en associant les députés des pays contributeurs et des pays bénéficiaires. Même si cette initiative nécessite un consensus que nous n'obtiendrons pas partout, nous espérons qu'elle fera bouger les lignes. ■

**Propos recueillis
par Alexia Eychenne**

1. Discours sur les relations franco-africaines prononcé par Emmanuel Macron le 28 novembre 2017 au Burkina Faso.
2. République démocratique du Congo

REPÈRES

La définition de la société civile évolue selon les époques, les acteurs et les courants de pensée. L'Agence française de développement (AFD) y inclut par exemple « *les organisations non gouvernementales (ONG), les fondations (publiques et privées), les associations professionnelles, les syndicats, ainsi que les coopératives et les acteurs économiques dont les missions principales les définissent comme des entreprises sociales* ».

+ Plus d'infos sur www.afd.fr/les-organisations-de-la-societe-civile

ENQUÊTE

PARTICIPATION CITOYENNE : L'AUTRE FAÇON DE "FAIRE SOCIÉTÉ"

PAR **JACQUES DUFFAUT** PHOTOS : **XAVIER SCHWEBEL**

Associer les plus fragiles à la conduite des affaires de la cité réduirait fortement l'injustice sociale. C'est le credo de plusieurs associations, à commencer par le Secours Catholique, qui encouragent ceux qui se sentent marginalisés ou exclus à reprendre confiance, à s'exprimer, à se regrouper, à peser sur les politiques locales et nationales en rencontrant élus et candidats aux élections. Le but étant de faire connaître leurs difficultés et de suggérer des solutions.

Cette démarche citoyenne prend tout son sens lors des élections municipales. Elle interpelle les candidats à la mairie lorsqu'ils promettent souvent d'inclure dans leurs programmes une dose plus ou moins homéopathique de démocratie participative. Les rares édiles qui invitent leurs administrés à gérer leur ville ensemble sont finalement très proches du monde associatif qui, lui, est en train d'inventer un modèle de société où chacun a le pouvoir d'agir.





XAVIER SCHIBEL / SCDF

▲ Chaque semaine, une douzaine de bénévoles préparent le repas du mercredi à Aimargues.

Comme tous les mercredis dans la petite salle municipale d'Aimargues (Gard), une quarantaine de personnes, jeunes et anciens, aisés et désargentés, déjeunent ensemble. Ce mercredi : soupe de légumes, bœuf bourguignon, mousse au chocolat. Un repas simple et bon, cuisiné par des bénévoles dans le fourgon garé devant l'entrée et sur le capot duquel est inscrit : "La Roulotte des délices".

La Roulotte des délices est plus qu'un fourgon. Elle est le nom d'une expérience menée depuis cinq ans dans le Gard. La cuisine roulante stationne les jours de marché dans les communes voisines d'Aimargues, son port d'attache, et propose aux passants de goûter un plat et de parler de leurs problèmes éventuels.

Sylvie Camand, animatrice au Secours Catholique, en est un peu la maîtresse

d'œuvre. « Nous avons diagnostiqué sur le territoire une difficulté à avoir une bonne alimentation. Dans une précédente mission, j'avais vu l'efficacité d'une épicerie solidaire. Nous avons acheté ce fourgon. La cuisine itinérante a aussitôt intéressé un public différent selon les lieux : ici des parents d'élèves, là des personnes fragiles psychologiquement, ou encore des personnes isolées. Autour d'un repas, les gens s'expriment. Nous les faisons se rencontrer. Ils se regroupent par affinités et plusieurs projets émergent. La Roulotte encourage les initiatives, développe le pouvoir d'agir et la participation citoyenne. »

À part de notables exceptions comme à Loos-en-Gohelle (voir interview de Jean-François Caron), la participation citoyenne est un argument électoral vite oublié après le scrutin. En revanche, de nombreuses associations caritatives telles qu'ATD Quart Monde, la Fédération des centres sociaux et le Secours Catholique s'appliquent à développer un modèle d'action locale où les habitants ont un véritable rôle. Céline Whitaker, qui partage son expertise entre le Secours Catholique et la jeune association AequitaZ, définit cette participation comme « une action collective permettant de revendiquer un accès aux droits ou de faire respecter des droits déjà existants. Par exemple, AequitaZ invite chaque année une centaine de jeunes gens lors d'un "Parlement libre" à venir débattre et à faire des propositions. »

Autour de la Roulotte des délices, les affinités, les besoins ou les désirs ont amené à constituer plusieurs groupes. « Certains voulaient un lopin de terre pour cultiver leurs propres fruits et légumes, relate Sylvie. Une dizaine y sont arrivés. D'autres ont eu envie de repas en commun pour briser leur solitude. D'autres encore voulaient des produits biologiques. Nous avons conclu un marché avec l'Esat¹ de Vauvert, qui emploie de jeunes autistes, et nous avons mis en place un service de paniers solidaires. »

La "participation citoyenne", qui consiste à redonner confiance et incite à se regrouper, s'appuie sur le "développement du pouvoir d'agir" (DPA), un concept dont le mot anglais *empowerment* désigne à la

fois le renforcement des capacités et la formation qui donne ces capacités. Bernard Vandebunder, responsable d'une équipe d'animation d'ATD Quart Monde, rappelle que son association a été pionnière sur ce terrain : « *Les personnes vivant dans la pauvreté ont une véritable expertise. On a souvent le sentiment que la participation ne sert à rien, observe-t-il. Mais se passer de leur savoir est un gâchis humain. Seulement il faut que leur parole soit exprimée, écoutée et comprise. Or l'un des obstacles est le peu d'estime que certaines personnes ont pour elles-mêmes. Il faut donc créer les conditions de la confiance.* »

Redonner confiance passe aussi par des ac-



**UN DES OBSTACLES EST LE
PEU D'ESTIME QUE CERTAINES
PERSONNES ONT POUR ELLES-
MÊMES.**



tions individuelles. « À Sommières, nous avons donné un coup de pouce à une habitante isolée en louant pour elle un terrain de 150 m² qu'elle voulait cultiver, témoigne Sylvie Camand. Aujourd'hui, elle échange ses légumes contre les œufs des poules de son voisin, confectionne des gâteaux qu'elle vend et offre ses produits aux personnes qui la logent gratuitement. Le travail lui fait du bien, elle a de nouveau des relations, et elle se sent moins redevable. »

Les initiatives naissent parfois de bénévoles sensibilisés aux problèmes des autres. À Velleron, village situé à une dizaine de kilomètres d'Avignon, Bernadette et Pierre Aubert ont constitué un groupe de chauffeurs bénévoles : « Une partie de nos voisins n'avaient aucun moyen de se déplacer, explique Mme Aubert. Pas de bus, pas de voiture pour aller chez le médecin, auprès des administrations ou à l'épicerie solidaire. À cinq, tous bénévoles, nous avons organisé un transport gratuit. Cela leur change la vie. »

Anne-Catherine Berne, responsable du département Territoires et développement social au Secours Catholique, compte à ce >>>

ÉCLAIRAGE

VOUS AVEZ DIT PARTICIPATION CITOYENNE ?

Au Secours Catholique, la participation citoyenne recouvre plusieurs pratiques pour changer les conditions de vie précaire des personnes rencontrées. Elle se décline en **Mobilisation citoyenne** (qui vise les élus) et en **Accompagnement au changement social local** (ACSL), qui tend à regrouper les habitants pour améliorer les conditions de vie dans leur quartier ou dans leur ville.

Pour être efficaces, ces deux modes d'action se fondent sur le **Développement du pouvoir d'agir** (DPA).

Le DPA, très proche de la notion anglo-saxonne d'"**empowerment**" (dont la définition varie de "l'injonction à se prendre en main" à l'incitation des "habitants à lutter pour transformer eux-mêmes les conditions de vie dans leurs quartiers), est, selon le chercheur en psycho-sociologie Yann Le Bossé, « un processus par lequel des personnes accèdent ensemble ou séparément à une plus grande possibilité d'agir sur ce qui est important pour elles-mêmes, leurs proches ou la collectivité à laquelle elles s'identifient »

L'APOSTROPHE, ÉCRIRE ET PENSER ENSEMBLE



Revue semestrielle éditée par le Secours Catholique, *L'Apostrophe* « rend justice aux pauvres en leur donnant l'opportunité de coucher par écrit leurs galères et leurs rêves ». Ses textes invitent le lecteur à voir le monde autrement. Collaborateur de la première heure, Cyril Bredèche déclare : « Mon investissement au sein du comité de rédaction de *L'Apostrophe* m'a fait retrouver la patience que j'avais perdue et m'a redonné confiance en moi. Apprendre le métier de journaliste avec l'équipe de Messages est une grande chance pour moi, qui rêve de faire de l'humanitaire à l'étranger. »

À lire sur lapostrophe.secours-catholique.org

COMPRENDRE



▲ La Roulotte des délices profite des manifestations locales pour se faire connaître.

» jour 40 ou 50 actions collectives sur les territoires couverts par l'association et annonce que l'objectif de 2020 est d'en créer 300. À l'initiative du Secours Catholique, ces projets sont progressivement voués à devenir autonomes. C'est le cas de « *Récit Pro Cités* », dans le quartier du Luth à Gennevilliers, où les habitants participent à des ateliers, à des cours d'initiation et à des échanges de savoirs », explique Anne-Catherine. Ce réseau aujourd'hui autonome est géré par une vingtaine d'habitants qui vont se constituer en association. « *Nous sommes des accoucheurs, nous voyons ce que portent les gens et nous les aidons à faire vivre leurs projets. Dès que l'enfant marche, on n'a plus besoin d'être là* », se réjouit Anne-Catherine qui fut, il y a dix-neuf ans, une des premières à expérimenter le DPA au Secours Catholique sous l'appellation "Cause commune".

"Cause commune", expérimentation menée de 2001 à 2012 dans la région de Grenoble, s'est inspirée des méthodes des Caritas

d'Asie, elles-mêmes imprégnées de la "théologie de la libération" sud-américaine. L'objectif ? Attaquer les problèmes à la racine en donnant à ceux qui les vivent un rôle central dans ce combat.

Le plus ambitieux des projets issus de la Roulotte des délices est celui des "Bons Voisins". Corinne, jeune quinquagénaire dynamique, en parle avec son accent parigot d'origine. Elle a passé une grande partie de sa vie d'adulte en Espagne où elle a eu un enfant et a rencontré son compagnon actuel, un solide Allemand surnom-

mé Merlin. « *Nous vivons en caravane, raconte-t-elle. Nous sommes arrivés dans le Gard il y a cinq ans. Le Secours Catholique cherchait un bénévole pour cuisiner. Mon compagnon est cuisinier de métier. Une aubaine ! Au contact des personnes rencontrées à la Roulotte, il a appris le français. La Roulotte a été un tremplin. Merlin a trouvé un CDI. Moi j'ai rencontré des gens comme nous, certains vivant en mobile-home. Nous avons décidé de nous réunir pour acheter un terrain, y mettre*

“
NOUS SOMMES DES ACCOUCHEURS.
NOUS LES AIDONS À FAIRE VIVRE
LEURS PROJETS.
”

nos caravanes et ne plus nous faire virer. »

En cherchant un terrain, Corinne découvre un autre dispositif, l'habitat partagé, une solution pour vivre à plusieurs, côte-à-côte mais individuellement, tout en mutualisant les charges. Le Secours Catholique épaula la démarche. « *Nous étions une quinzaine au début, poursuit Corinne. Très vite, certains ont réalisé l'importance de l'investissement personnel. La plupart sont partis. Nous sommes cinq à présent mais l'idéal serait d'être dix pour que l'association "Les Bons Voisins" puisse acheter un terrain. Nous sommes tous trop précaires. On ne peut pas verser plus de 300 euros par mois. Au début, on voulait faire de l'auto-construction, mais la législation est trop stricte. Les banques et les assurances ne suivent pas.* » Débuté voilà trois ans, le projet des Bons Voisins risque d'être encore long. Corinne, Merlin et leurs futurs voisins se considèrent comme des pionniers. Ils essuient les plâtres pour que d'autres reproduisent plus facilement leur démarche et, comme le dit Corinne, « *pour vivre enfin une sobriété heureuse* ».

Quelles sont les difficultés que rencontrent



XAVIER SCHWABEL / SCDF

les projets collectifs ? Pour Claude Bobey, directeur de l'Engagement et de l'animation France-Europe au Secours Catholique, « *en France nous sommes individualistes, très peu communautaires. Notre difficulté, explique-t-il, est de constituer des groupes. Quand nous y arrivons, c'est super. Mais c'est ponctuel. Nous n'arrivons pas à généraliser. Nous sommes sur du conjoncturel, pas sur du structurel. Toutefois les expériences de terrain nourrissent nos propositions auprès des ministères. Ces expé- >>>*

▲ Corinne, Merlin, Fanny, Younès et Catherine, les cinq membres actuels des "Bons Voisins" se sont lancés dans un projet d'habitat collectif et participatif.

FOCUS

LE GOÛT DU DÉBAT

Fin 2018, alors que les Gilets jaunes débutent leur mouvement, le Secours Catholique s'interroge sur l'intérêt d'un débat au sein de son réseau local. Avant le lancement du Grand Débat national, l'association invite ses équipes à se réunir et à dialoguer. Pas moins de 200 débats s'organisent partout en France, auxquels participent quelque 3 000 personnes. Invités à dire leurs problèmes et à faire des propositions pour y répondre, leur parole est scrupuleusement consignée : plus de 800 pages de *verbatim*, qui sont ensuite classées par thèmes. Une

synthèse intitulée « *Tout ce qui se dit là, il faut que ça remonte* » est publiée et constitue la contribution du Secours Catholique au Grand Débat national.

Quelques semaines plus tard, le Secours Catholique et 18 organisations (rejoints par une vingtaine d'autres) lancent le "Pacte du pouvoir de vivre". L'objectif ? Faire bloc pour que le gouvernement entende les 66 propositions conciliant transition écologique et justice sociale, fruit des débats et travaux collectifs de ces organisations qui portent la parole de plusieurs millions d'individus.

Ces débats prouvent l'intérêt qu'ont de nombreuses personnes à être associées à une réflexion sur les enjeux sociaux et politiques. Chaque citoyen est écouté, son vécu pris en compte et valorisé dans des documents de synthèse largement diffusés auprès des pouvoirs publics, à commencer par l'Élysée, Matignon, l'Assemblée nationale et le Sénat.

Les équipes sont aujourd'hui rodées pour interpeller les candidats à l'élection municipale de leurs lieux de résidence. ■

» riences ont fourni la matière de rapports comme "Exilés, dublinés, maltraités" rédigés avec des migrants, ou elles ont favorisé l'adoption du Pacte de Marrakech¹. Le développement du pouvoir d'agir, c'est aussi la revue L'Apostrophe (voir encadré p17.) »

Pour Samuel Prieur, délégué du Secours Catholique d'Arras, « les freins à la mobilisation des personnes en difficulté dans les Hauts-de-France sont de deux ordres : le manque de moyens de transport et l'accès limité aux nouvelles technologies. Pour faire participer les personnes que nous rencontrons, il faut un intérêt, du concret. » La chance de son territoire, dit-il, est d'avoir au fil des années constitué « une quarantaine de groupes qui se sont exprimés sur ce qu'ils vivent lors de plusieurs débats : celui sur une protection sociale solidaire, ceux qui ont suivi la crise des Gilets jaunes et actuellement le Pacte sur le pouvoir de vivre. Il y a un noyau de personnes très motivées prêtes pour les municipales 2020. » Les verbatim de ces réunions sont collectés dans des rapports rendus publics et transmis aux ministères concernés.

Si les projets n'aboutissent pas toujours là où on les attend, ils n'en ont pas moins pour effet de redonner de l'espoir à ceux qui y participent. « Les "Bons Voisins" m'ont fait reprendre confiance en moi, confie Corinne. Les autres me disaient : tu as des compétences. J'en doutais. En devenant responsable de la Roulotte, ça m'en a redonné un peu. Avec les "Bons Voisins", je suis montée en compétence. Je parle d'égal à égal avec un maire. Mon élocution s'est améliorée. J'ai surmonté mon complexe d'infériorité. Je ne me sens plus petite. » Quand on demande à Celina Whitaker si la participation citoyenne a un avenir, elle réplique : « Si on prend en compte la situation actuelle de la France, je ne dirai pas qu'elle a un avenir, je dirai que c'est la seule solution. »

POUVOIRS PUBLICS ET PARTICIPATION

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT

Agir avec les personnes : l'action publique est-elle compatible avec une participation citoyenne ? Que ce soit au niveau des politiques locales ou du travail social, des freins subsistent.

Petite innovation dans la capitale du champagne. Depuis 2012, le CCAS (Centre communal d'action sociale) de Reims est doté d'un comité des usagers composé pour un tiers de bénéficiaires, pour un tiers d'agents et pour un tiers de partenaires. Ce comité se réunit de manière plénière trois fois par an pour faire remonter les préoccupations des usagers mais aussi émettre des propositions. À titre d'exemple, les courriers officiels du CCAS ont été revus pour être plus chaleureux et plus compréhensibles. « Ce comité des usagers donne ainsi plus de poids aux décisions qui sont prises, comparé à quelque chose qui viendrait du haut, car tout est réfléchi avec les usagers », se félicite Franck Noël, adjoint au maire chargé des affaires sociales et de la santé. C'est l'atout principal de la participation : elle donne une plus-value aux décisions prises dans le cadre de l'action publique. « On part des habitants qui ont de vrais savoirs d'usage et d'expérience et on peut ainsi construire des politiques plus adaptées. À l'inverse, prendre des décisions sans les personnes peut faire perdre du temps, voire de l'argent, en cas de recours des habitants par exemple », analyse Marie-Hélène Bacqué, sociologue et urbaniste à l'université Paris-Nanterre. « On a un retour sur investissement qui compense le temps pris avec le comité des usagers, on est donc "gagnant-gagnant" », observe Franck Noël. Pour preuve, d'autres villes de France s'intéressent au modèle rémois pour le développer chez elles. Ces espaces de participation au cœur des institutions publiques restent cependant limités. La tradition française est plutôt jacobine, avec un pouvoir s'exerçant

1. Établissement et service d'aide par le travail.

2. Pacte des Nations unies adopté en décembre 2018 qui promeut « des migrations sûres, ordonnées et régulières » ainsi que le renforcement de la coopération internationale dans ce domaine.



♦ Participation citoyenne et action publique sont-elles compatibles ?

du haut vers le bas. « Il subsiste en France une crainte de partager le pouvoir. Pourtant, il est possible de l'exercer autrement en inversant la logique politique de gouvernabilité – qui consiste à gouverner les populations – pour en faire une logique d'écoute de ces populations. », regrette Marie-Hélène Bacqué. Laisser les citoyens déterminer les priorités publiques, co-construire avec eux l'action publique..., ce serait possible si l'on créait de véritables espaces de participation, comme des conférences citoyennes ou des conseils citoyens. Mais cela ne remettrait-il pas en cause la légitimité représentative de l'élu ? « Il n'y a selon moi pas de conflit de légitimité, au sens où il existe plusieurs types de savoirs à faire travailler ensemble, estime Marie-Hélène Bacqué. Si on regarde l'exemple positif du budget participatif à Porto Alegre, au Brésil, les élus ont toujours leur rôle et portent des propositions. Ça rend même au contraire leur travail plus passionnant. » La sociologue reconnaît que la démocratie participative est plus facile à construire localement, dans la proximité, qu'à un niveau national, même si tout est, selon elle, question de volonté politique.

Écoute contre encadrement

Entendre et accompagner les populations et non plus seulement les encadrer : tel semble être également le défi que présente la participation dans le secteur social avec des

publics en précarité. Il semble là aussi difficile aux institutions (comme les services de mairie ou de département) de réfléchir avec les personnes concernées, en prenant en compte non seulement leurs difficultés mais aussi leurs potentialités pour atteindre ce qui compte pour elles. « J'essaie de rendre les personnes actrices de leur projet, mais ce n'est pas évident », témoigne Catherine, chargée d'insertion RSA dans une mairie en Seine-Saint-Denis. « Il n'y a qu'en se concertant avec les personnes que ça fonctionne, mais je suis parfois face à des murs. Les données chiffrées de rentabilité, sur le nombre de retours à l'emploi par exemple, sont incohérentes avec notre pratique. Comme le dit une collègue, "le temps des usagers n'est pas celui de l'administration". » Cette absence d'écoute et de réelle participation des personnes concernées dessert pourtant l'action publique. Les taux d'abstention aux élections ou encore la crise des Gilets jaunes montrent que notre démocratie représentative est à bout de souffle. « Dans notre système représentatif, nos élus sont homogènes du point de vue social et de leurs origines, les classes populaires ne sont pas représentées. Il y a une réelle crise de confiance d'une partie de la population », constate Marie-Hélène Bacqué. Remettre les citoyens au cœur du système en allant vers plus de participation : voilà une voie pour peut-être sauver notre démocratie. ■

COMPRENDRE

L'ENTRETIEN

« LA PARTICIPATION TRANSFORME LES HABITANTS ET LA SOCIÉTÉ »

Depuis 2001, Jean-François Caron, sportif de haut niveau, kiné de métier, fin psychologue, maire écolo et atypique, est réélu avec plus de 80 % des voix de ses administrés avec lesquels il a fait de Loos-en-Gohelle (62) une ville pilote du développement durable et un creuset d'intelligence collective.

PROPOS RECUEILLIS PAR **CYRIL BREDÈCHE** ET **JACQUES DUFFAUT**

PARCOURS

JEAN-FRANÇOIS CARON

1957

Naissance à Loos-en-Gohelle

1992

Élu conseiller régional du Nord-Pas-de-Calais

1995

Élu conseiller municipal de Loos-en-Gohelle

2001

Élu maire (écologiste) de Loos-en-Gohelle

CYRIL BREDÈCHE

1972

Naissance à Nantes

2013

Rencontre les "Fous d'art solidaire" du Secours Catholique à Créteil.

2015

Participe à la rédaction du journal *Messages* du Secours Catholique, puis intègre le comité éditorial de la revue *L'Apostrophe*.

2019

Devient vice-président du Secours Catholique de Créteil.

Cyril Bredèche : La ville de Loos-en-Gohelle dont vous êtes maire est un exemple en matière de participation citoyenne. Quels sont les avantages d'une telle participation et quel intérêt les habitants trouvent-ils à s'impliquer dans la construction de la ville ?

Jean-François Caron : Il y a cinq effets à une participation que je qualifie d'"impliquante".

Le premier est un effet de reconnaissance au sens sociologique. Si je vous parle, c'est que vous existez. Or il y a des gens invisibles auxquels personne ne parle. Même à Loos-en-Gohelle. Essayer d'être en contact avec tout le monde, écouter les gens, les regarder, c'est déjà dire qu'ils existent.

Le deuxième effet, c'est l'intelligence collective. Tout le monde autour de la table va apporter un point de vue différent. C'est de la richesse, un apport d'expertise d'usage. Chacun a, d'où il est, un regard personnel, un point de vue à faire connaître. Produits collectivement, les projets sont mieux pensés et plus créatifs.

Troisième bénéfice. Quand les habitants s'associent à la construction d'un projet, ils en font leur affaire.

Quatrièmement, la construction collective permet de comprendre que l'action publique est difficile. Les habitants ont souvent une attitude de consommateurs d'action publique : « *Je paie mes impôts, donc j'y ai droit.* » La participation réarticule intelligemment la dimension démocratie participative/démocratie représentative. Le dernier effet est le plus impalpable et le plus important : les habitants qui participent aux actions communes changent. Ils arrivent comme des consommateurs et en ressortent comme des citoyens constructeurs d'un intérêt général. La participation transforme les habitants. C'est un élément



CHRISTOPHE HARGOUES / SCDF



fondamental à une période comme aujourd'hui où les solitudes se côtoient, dans ce modèle capitalo-consumériste où les gens créent leur propre isolement. Loos-en-Gohelle est aujourd'hui riche de liens, de vivre-ensemble. En devenant maire en 2001, j'ai découvert l'intérêt de travailler avec des acteurs différents qui, quand ils contribuent à faire émerger quelque chose, en sont comptables et s'investissent ensuite dans sa mise en œuvre. Très vite, je me suis intéressé à la manière de trouver du pouvoir d'agir. Comment créer de l'intelligence collective, c'est-à-dire comment faire que : 1 + 1 + 1 + 1 + 1 = beaucoup plus que

“
**LES HABITANTS VIENNENT
 SI ON LES INVITE À PARLER
 DE LEURS PROBLÈMES.**
 ”

la somme du tout ? C'est la façon de participer qui déclenche l'envie d'entreprendre.

Jacques Duffaut : Justement, comment parvenez-vous à faire participer les personnes ?

J-FC : Il suffit de partir des problèmes particuliers des habitants. Si je leur dis de venir discuter du réchauffement climatique, il n'y aura que mes deux copains mo-

nomaniacs du sujet et moi dans la salle. En revanche, les habitants viennent si on les invite à parler de leurs problèmes, de ce qui les touche, et c'est légitime. C'est l'exemple de la sécurité routière. Ils viennent dire que la vitesse est excessive dans leur rue. D'autres vont leur répondre : « *Oui, mais toi, quand tu roules dans ma rue, tu vas à 100 à l'heure.* » Chacun dit ce qu'il a à dire sur le sujet et puis chacun propose une solution. « *On met un dos d'âne ? Où ? Pas devant chez moi.* » Quelqu'un propose une chicane. Et progressivement les habitants trouvent des solutions et changent d'attitude. Ils se transforment. Leur problème particulier les amène à »

COMPRENDRE



» percevoir l'intérêt général. Même exemple avec les parents qui veulent tous déposer leur enfant devant l'école en voiture. Je leur dis : « Venez à pied. » Ils répondent : « Mon enfant va se faire écraser par les autres voitures. » Si nous en discutons tous ensemble, nous arrivons à envisager des pistes cyclables ou des voies vertes protégées pour que les enfants viennent à l'école à pied ou à vélo. Et les gens finissent par aborder les questions de développement durable et d'écologie par un autre biais.

Encore une fois, ce sont les problèmes des gens qui les amènent à rechercher ensemble des solutions. Ils pensaient que leurs problèmes étaient particuliers ; en fin de compte, ils se rendent compte qu'ils les partagent avec d'autres. Problèmes de sécurité routière, de stationnement, d'horaires de la halte-garderie, d'usage de la salle de sport, d'accès aux écoles, etc. Et puis, il y a la participation "impliquante" que j'appelle "fifty-fifty". C'est le plus haut niveau d'implication des Loossois, puisqu'ils rentrent dans des contrats où ils vont faire des choses pour la ville.

C'est-à-dire qu'on reconnaît le droit à l'initiative des habitants sur les projets qui concernent leur quartier. Tout ne vient pas des élus. Les habitants prennent des initiatives et la municipalité leur dit comment on peut faire telle ou telle chose. Par exemple, la ville

“
LES VILLES INNOVANTES
EN PARTICIPATION SONT
PRESQUE TOUJOURS DE
LA TAILLE DE LOOS.
”

fournit des jardinières et plante des fleurs en mars. Les habitants les arrosent et désherbent le reste de l'année. Ça, c'était le premier "fifty-fifty" que nous avons fait. Depuis, on en a eu une cinquantaine. Autre exemple : les agriculteurs, en labourant leurs parcelles, démolissaient les chemins. Depuis que nous refaisons les chemins avec eux, ils ne les labourent plus. C'est marrant, non ?

CB : Comment rencontrez-vous les habitants de votre ville ? Et comment dialoguez-vous avec eux ?

J-FC : Lors de mon premier mandat, j'ai organisé pas moins de 200 réunions publiques. Mais je rencontre aussi les habitants de Loos lors des projets, des œuvres culturelles communes. Toutefois les réunions publiques restent un moment de rendez-vous privilégié, un moment d'écoute et d'échanges important où il faut savoir écouter, reformuler, être capable d'accueillir la controverse sans se sentir agressé. Cela fait bouger les élus. Cela fait bouger les citoyens.

Lors de ces réunions, nous passons la première demi-heure à évoquer tous les sujets, à exprimer tout ce qui a besoin d'être exprimé, à tout noter. Quand tout a été dit, nous passons à l'étape suivante qui consiste à faire des propositions. Progressivement, les participants trouvent eux-mêmes des solutions et changent d'attitude. Dans les quinze jours qui suivent les réunions publiques, un compte rendu est diffusé, avec relevé de décisions. C'est une manière d'établir la confiance. La participation doit mener à l'action, sinon ça s'effondre vite. Et pour qu'il y ait de l'action, il faut qu'il y ait de la décision. Si on a des processus collectifs, il faut rapidement qu'on voie ce que ça produit. On peut se tromper. Si la décision était mauvaise, on la corrige.

CB : Est-ce que la participation a un impact sur les personnes en précarité ?

J-FC : Une des grandes difficultés des gens en précarité, c'est qu'ils s'excluent d'eux-mêmes d'un certain nombre de processus. On n'emploie pas avec eux les mêmes méthodes. On utilise de simples dispositifs d'écoute, de dialogue, de respect, en espérant qu'ils puissent trouver leur place dans un certain

nombre de nos actions. À Loos, beaucoup sont à la limite de la rupture financièrement, en précarité énergétique. Quand nous parvenons à les faire participer à nos actions collectives, ils retrouvent un sentiment de dignité.

JD : Si les communes autour de Lens et de Liévin (qui se touchent) n'en formaient plus qu'une, la participation pourrait-elle être la même que dans une ville de 7 000 habitants telle que Loos-en-Gohelle ?

J-FC : Les villes très innovantes en matière de participation, en France, sont presque toujours des villes de la taille de Loos. Cependant, pour mettre en place une dynamique participative, il ne faut pas que la commune soit trop petite. De fait, avec 300 habitants, on ne peut pas constituer d'équipe. À l'opposé, les agglomérations de plus de 100 000 habitants sont contraintes par toute une série de mécanismes qui brident les initiatives innovantes. Je ne dis pas que c'est impossible, je dis qu'il est plus facile d'innover dans une éprouvette qu'à grande échelle. À grande échelle, les principes fondamentaux restent les mêmes.

Les principes d'écoute et de co-construction également. On change tout simplement d'échelle. Quand on refait la route départementale à Loos-en-Gohelle, vous invitez toute la commune. Si vous le faites dans une plus grande ville, vous invitez tout le quartier. Même à Paris, il y a des effets de quartier où des habitants se connaissent et ont les mêmes repères. Certains collectifs sont déjà en place.

CB : Avez-vous recours au référendum ?

J-FC : Non. Il est de ma fonction de faire apparaître les enjeux que les gens ne voient pas forcément. Il est de ma responsabilité de regarder l'impact des décisions à Loos. Une de mes fonctions de maire est l'arbitrage. Sur ce point, je me distingue de ceux qui parlent en général de participation. J'assume de ne pas être dans un processus de décision collective. Je me suis présenté avec des propositions, un système de valeurs, une méthode de travail. Pendant ces mandats, mon équipe et moi avons été investis et sommes responsables de l'argent public. Donc la décision, je l'assume. Cela peut paraître contra-

dictoire, cependant le principe est que les Loossois participent au processus du positionnement de la décision mais la décision in fine a des conséquences juridiques que je me dois d'assumer en tant que maire.

JD : Avec les habitants de Loos-en-Gohelle, vous vous êtes battu pour faire inscrire les terrils au patrimoine mondial de l'Unesco. Sur ces terrils, vous avez multiplié les manifestations artistiques et sportives et vous avez développé ce que vous appelez "la démocratie narrative". Qu'entendez-vous par là ?

J-FC : Faire la ville comme nous la faisons à Loos appartient aux nouveaux processus d'éducation populaire. La ville donne de l'engagement. C'est notre territoire, il nous donne envie d'agir, de s'engager, de se mettre en action, de se mettre en mode projet et de faire un récit de nos engagements. C'est la raison pour laquelle nous avons travaillé la mémoire collective du bassin minier. Parce qu'on ne peut pas se transformer si l'on se renie. Donc, à travers nos manifestations sportives et artistiques, nous nous racontons, nous disons qui nous sommes, nous disons notre fierté. La démocratie narrative est une méthode de communication, un puissant "storytelling" inclusif. Nos terrils sont aujourd'hui classés parmi les grands sites néo-naturels de France. Ils parlent des compétences collectives qui nous ont permis de faire face à de nombreuses difficultés comme de réaliser de nombreux rêves.

La participation joue sur la société, sur les habitants. Elle les transforme. Elle agit comme une grande toile dans laquelle personne ne se sent seul. ■



CHRISTOPHE HARGOUES / SCDF

ICI ET LÀ-BAS

EN MAURITANIE, UN QUARTIER TRANSFORMÉ PAR SES HABITANTS

Dans le quartier de Dar Naïm, en périphérie de Nouakchott, Caritas Mauritanie, partenaire du Secours Catholique, accompagne les populations pour faire entendre leur voix auprès des autorités locales et améliorer ainsi leurs conditions de vie.

PAR **CÉCILE LECLERC-LAURENT**

Enclavé, privé de moyens de transport publics, sale et peu sûr la nuit, Dar Naïm était réputé à Nouakchott pour être un quartier pauvre, un point chaud de la capitale. Mais depuis sept ans, ses habitants se mobilisent pour faire changer les choses. Exemple sur le plan sécuritaire. Avec le soutien de Caritas Mauritanie, les jeunes – qui représentent les trois quarts des habitants – ont fondé “Touche pas à ma sœur”. Cette association sensibilise sur les violences faites

aux femmes, et a désormais son siège au sein de la mairie de quartier. « *Nous avons même mis en place une cellule d'accueil et d'écoute, avec un numéro de téléphone spécifique* », explique Abdel Kader Sy, membre fondateur de Touche pas à ma sœur. « *Avec l'appui de la mairie, nous avons réussi à briser le tabou. Le quartier est beaucoup plus calme le soir, désormais les filles osent sortir après la tombée de la nuit. Et notre mobilisation a permis d'alerter les autorités locales sur ce problème de violence.* » Faire

AVIS D'EXPERT

BENOÎT-XAVIER LORIDON, DIRECTEUR DE L'ACTION ET DU PLAIDOYER INTERNATIONAL AU SECOURS CATHOLIQUE

IL FAUT SE “FROTTER” À CEUX QUI DÉCIDENT



Cet exemple mauritanien nous montre qu'on peut changer les choses à l'échelle d'un territoire à condition

d'agir à plusieurs (on est multi-acteurs) et de collaborer avec les autorités locales. À titre d'exemple, ici, la municipalité de Dar Naïm prend en compte le fait que les jeunes veulent améliorer la sécurité du quartier. On est dans du concret : on renforce le pouvoir d'agir, la

participation réelle des communautés *via* des actions précises. Il est possible aussi de mobiliser des communautés à travers le plaidoyer. Par exemple, notre partenaire en Colombie, Caritas, a soutenu des leaders de communautés indigènes dans des revendications qu'ils sont allés présenter aux candidats aux municipales en 2019 – droits fonciers, amélioration des services publics comme la santé ou le transport... Un suivi a eu lieu. Cela a eu pour effet de rendre les élus redevables vis-à-vis de la société civile. Au Secours Catholique, dans les pays où nous

sommes engagés, nous pensons qu'il est important de se confronter au pouvoir politique pour faire évoluer les processus de décision sur un territoire. Seul, on ne fait rien, il faut agir à plusieurs et avec les décideurs. La mobilisation citoyenne permet de faire fléchir certaines institutions. On reste dans une dynamique constructive pour entrer en relation avec les décideurs, voire s'y opposer. Et on le constate à l'international comme en France : lorsque l'action publique associe tous les acteurs dans ses processus de décision, elle y gagne en légitimité et en crédibilité. ■ C.L.-L.



DES OUTILS POUR COMPRENDRE



À LIRE

avec les habitants avec pour point de départ leur participation pour améliorer les choses, tel est le leitmotiv de Caritas Mauritanie, dont Yacouba Kissima Tandia est le chef de projet : « *On laisse les habitants et les mouvements associatifs libres de choisir les projets qui leur tiennent à cœur, pour ensuite dialoguer avec la mairie. L'action publique y gagne du sens.* »

Vivre ensemble

Dans un pays où les autorités municipales n'ont pas toujours les moyens financiers de mettre en place des politiques publiques, cette mobilisation de la population est appréciée. Autre action : l'insalubrité. Là aussi, des groupements de quartier se sont créés pour organiser des opérations de balayage tous les quinze jours. Après négociation avec la mairie, ils ont obtenu que cette dernière enlève les ordures collectées. « *J'ai envie que mon quartier soit propre. C'est mieux pour notre santé. Car, par exemple, le sable qui s'accumule risque de bloquer les routes et d'empêcher les femmes enceintes de se rendre au centre de santé pour accoucher. Pour moi, c'est important de faire remonter ce type de problème à la mairie* », déclare Khadijetou Sow, jeune femme de 27 ans. « *C'est notre devoir de nous impliquer pour améliorer la vie à Dar Naïm et sensibiliser les habitants à ne pas jeter les ordures dans la rue* », estime de son côté Fatimatou Mind Saïd, autre habitante du quartier. Les associations de jeunes ont par ailleurs créé des événements sportifs comme la "coupe du maire", une compétition de football qui fédère le quartier des mois durant. « *Dar Naïm, désormais, se pacifie. La mobilisation active des citoyens a amélioré le vivre-ensemble entre les quatre ethnies différentes qui composent le quartier* », observe Yacouba Kissima Tandia, de Caritas Mauritanie. « *Les gens ont pris conscience qu'ils vivent dans un même lieu qu'il faut transformer pour qu'il y fasse bon vivre. Je remarque qu'ils adressent plus facilement leurs réclamations aux autorités municipales.* »

Signe de la réussite du projet, cofinancé par l'Agence française du développement (AFD), la mairie fait désormais attention à prendre en compte la volonté des habitants. Ainsi, elle a demandé aux associations de parents d'élèves combien d'enfants étaient issus de familles défavorisées afin de leur apporter une aide. « *La participation des communautés, conclut Yacouba Kissima Tandia, est désormais un fait acquis dans le quartier.* » ■



De l'accompagnement à l'émancipation

Coordonné par Anne-Stéphanie Deschamps et Hugues Pentecouteau
Éditions L'Harmattan (Défi-formation), 2016

En prenant en compte différents points de vue, distanciés ou parfois très impliqués, ce livre se présente comme une discussion autour de pratiques d'accompagnement vécues, expérimentées ou observées. Des bénévoles, des salariés et des cadres du Secours

Catholique, mais également des chercheurs (en sociologie, psychologie, éducation/formation), des formateurs, des praticiens (éducateur, psychologue, consultant), ont été invités à questionner et à penser l'accompagnement, à partir de l'expérience du Secours Catholique.



Pédagogie du développement social – Faire cause commune

Jean-Luc Graven, Anne-Catherine Berne, Pascaline Nové-Josserand
Chronique sociale, 2008

À partir d'une expérience de terrain, cet ouvrage apporte de nombreux points d'appui pratiques destinés à inscrire une démarche de développement social dans la durée sur un territoire.



Soutenir sans prescrire

Yann Le Bossé
Éditions Ardis, 2016

Cet ouvrage présente une synthèse des grands principes qui fondent l'approche centrée sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités. Une approche mise au point par le Laboratoire de recherche sur le développement du pouvoir d'agir des personnes et des collectivités (Ladpa) de l'Université Laval à Québec.

Ce nouvel outil d'accompagnement conduit à renouveler notre regard sur les personnes qui tentent de s'affranchir d'une situation incapacitante.

RENCONTRER



PARCOURS

1931

Naissance au Brésil

1966

Premier exil en France

1973

Coup d'État au Chili.
Il s'engage dans la
"mobilisation politique"

1989

Élu au conseil municipal
de Sao Paulo

2001

Co-fonde le premier FSM
à Porto Alegre

CHICO WHITAKER, COFONDATEUR DU FORUM SOCIAL MONDIAL

UNE VIE CONTRE L'OPPRESSION

PAR CÉCILE LECLERC-LAURENT PHOTOS : KEINY ANDRADE / REA ET ÉLODIE PERRIOT

Francisco Whitaker Ferreira, dit Chico, a passé sa vie à sillonner le monde avec toujours le même objectif : lutter contre les injustices et les dominations. Mais il refuse qu'on le prenne pour un Brésilien candide : il a les pieds sur terre, simplement, et croit qu'« *un autre monde est possible* », selon le slogan du Forum social mondial (FSM) dont il est cofondateur.

A lors que le monde bascule dans le XXI^e siècle, Chico Whitaker et son ami brésilien Oded Grajew, chef d'entreprise, ont une idée folle : proposer une alternative au forum économique de Davos (qui réunit les puissants, comme les chefs d'État et les dirigeants de grandes entreprises) pour rassembler non pas ceux qui dominent le monde, mais ceux qui veulent le changer. C'est ainsi que naît le premier Forum social mondial en janvier 2001, dans la ville de Porto Alegre au Brésil. « *Nous attendions 2 000 participants et 20 000 sont venus. Ça été une réussite : la naissance d'un espace de rencontre et de recherche pour résister à la domination du néo-libéralisme et imaginer un nouveau monde fondé non pas sur la croissance, mais sur le bien-être des gens* », se souvient Chico, vieil homme à la barbe et aux cheveux grisonnants, les yeux pétillants derrière ses lunettes rouges, et visage à la croisée de ceux de Fidel Castro et de Georges Moustaki. Depuis, les FSM ont réuni jusqu'à plus de 150 000 personnes et traversé les continents, pour faire se rencontrer la société civile du monde entier

dans sa diversité et, insiste Chico, « *en horizontalité* ». « *Papa a toujours cru que les hommes pouvaient se donner de la force mutuellement. Pour lui, on doit s'appuyer les uns sur les autres pour aller plus loin* », relate Celina Whitaker, l'une de ses



**NOUS VOULIONS IMAGINER
UN MONDE FONDÉ
SUR LE BIEN-ÊTRE
DES GENS.**



quatre enfants, qui travaille dans le social en France. Grand-père de huit petits-enfants, Chico ne s'est pas pour autant séparé de sa carte de militant et il n'a pas manqué un seul FSM depuis leur création en 2001. « *Mais dans ma vie, j'ai aussi réalisé d'autres petites choses que le FSM* », observe-t-il avec un air de fausse modestie. Ainsi, il a délibérément opté pour le nom de famille de sa mère (Whitaker, dont les ancêtres sont écossais) pour se différencier des « *Chico Ferreira, le nom de [son] père, car il y en a des milliers au Brésil* ».

Le virus social

De ses parents, le vieil homme se souvient d'un sens social prononcé, notamment chez sa mère, et de l'engagement de son père contre la dictature dans les années 1930. Mais le premier tournant dans sa vie (« *Il y en aura deux, ce qui explique que je sois aussi têtue* »), il le doit à sa rencontre avec le père Louis-Joseph Lebret, alors qu'il est engagé dans la jeunesse universitaire catholique. « *Il m'a mis un virus dans la tête. Depuis, je ne peux pas vivre sans m'ériger contre les injustices.* » Dès lors, Chico, architecte de formation, ne construira en tout et pour tout que trois maisons, et se lancera dans une carrière sociale. Travaillant tout d'abord dans le domaine de la réforme agraire (« *pour donner l'accès à la terre aux couches défavorisées* »), il doit s'arrêter à cause du coup d'État de 1964 et, menacé, s'exiler en France deux ans plus tard. Dans l'impossibilité de retourner au Brésil, il travaille au Comité catholique contre la faim et pour le développement (CCFD) puis s'installe au Chili où il est recruté par la Commission économique pour l'Amérique latine des Nations unies. Mais le coup d'État de Pinochet, en 1973, déclenche le second tournant de sa vie : « *C'était tellement violent qu'avec ma femme Stella, nous avons compris le mécanisme qui mène à cette folie totale et décidé d'abandonner nos activités professionnelles pour nous mobiliser sur le front politique.* » Stella, »

RENCONTRER



ELODIE PERRIOT / SCOF

▲ Chico Whitaker
au FSM de Tunis,
le rendez-vous de ceux
qui veulent changer
le monde.

» psychologue de formation, est mariée avec Chico depuis 1958. Elle reste dans l'ombre du militant, mais toujours à ses côtés dans toutes ses actions, jusque dans les premières réunions de réflexion sur la création du FSM. En 1974, la famille Whitaker émigre donc de nouveau en France. Stella et Chico fondent les "Journées internationales pour une société dépassant les dominations", sorte de précurseur du FSM, des rencontres et des études de cas pour dénoncer les crimes commis par les dictateurs. « Il nous était impossible d'être des fleurs alors que la tempête grondait », résume le vieil homme. Après son retour au Brésil en 1981, Chico se tourne vers l'Église et accompagne les "communautés de base", sortes de réunion des classes populaires, pour qu'elles « lèvent la tête », puis crée une association de solidarité pour les chômeurs. En 1989 commence une nouvelle vie pour le Brésilien, qui se réjouit de ce que

« chaque épisode de [sa] vie [soit] une vie entière ». Il souhaiterait d'ailleurs écrire les « mémoires de [ses] 1 000 vies », et déplore de ne plus se souvenir de tous les détails, à cause de la vieillesse. Il semble pourtant on ne peut plus lucide !

Un faux utopiste

En 1989, Chico se lance dans la politique et est élu au conseil municipal de Sao Paulo pour le parti des travailleurs, le parti de Lula. Durant sept ans, il mène une bataille contre la corruption au sein des élites politiques (« J'avais des gardes du corps, précise-t-il, car je gênais des intérêts capables de tuer »), avant de revenir à la société civile : « Je ne voulais pas gaspiller ma vie à obtenir des millimètres de répercussions sociales dans la politique. J'ai donc changé de terrain. » À la tête du secrétariat de la commission brésilienne Justice et paix, il poursuit sa lutte contre les « bandits de la politique » en faisant adopter un projet de loi, via l'initiative populaire des lois, contre l'achat des votes : « Aux yeux des politiciens, il faut de la pauvreté pour pouvoir acheter les consciences. C'est un scandale ! » Puis vient en 2001 la fondation du FSM. Mais la vie de Chico ne s'arrête pas là : « Je suis

physiquement fatigué, mais il y a tellement de choses à faire qu'il m'est impossible par les temps qui courent de prendre ma retraite. » Et de citer la folie du président brésilien actuel, Bolsonaro : « Son parti est un parti de tueurs, une espèce de parti nazi. Il détruit toutes les avancées du pays. Une vraie barbarie est en train de s'installer au Brésil », déplore Chico et on sent que le sujet lui brûle les entrailles. Le vieil homme n'hésite pas à écrire des éditos dans la presse brésilienne pour appeler à la désobéissance civile. Autre nouveau cheval de bataille : obtenir la fin du nucléaire au Brésil et partout dans le monde. À ce sujet, il s'adapte aux technologies modernes et réalise de petites vidéos YouTube pour dénoncer, par exemple, l'existence de zones radioactives au Japon, qui va accueillir les prochains JO. À l'aune

“
IL ÉTAIT IMPOSSIBLE D'ÊTRE
DES FLEURS ALORS
QUE LA TEMPÊTE
GRONDAIT.

”

des 1 000 vies de Chico Whitaker, on se demande si celui-ci n'est pas un brin utopiste. « Non, réplique-t-il avec force, je suis dans le concret, je ne vis pas dans les nuages, même s'il est vrai que l'utopie est une lumière qui m'attire : l'utopie d'un monde de respect de la nature sans injustices. » Après une pause, Chico poursuit : « J'ai passé ma vie à lutter contre les dominations. Il n'est pas sûr que l'on puisse changer les choses, mais il faut tout de même faire ce que l'on peut. Car nous sommes tous co-responsables de nous tous. » Des paroles résonnant comme celles d'un vieux sage qui, du haut de ses 88 ans, sait de quoi il parle. ■

VIES DE RUE, ENVIE D'EN SORTIR

PAR **BENJAMIN SÈZE** PHOTOS : **SEBASTIEN LE CLEZIO** ET **XAVIER SCHWEBEL**

La rue, souvent, on ne s'attendait pas à y tomber, et on ne sait pas quand on réussira à s'en extraire. Cette incertitude, doublée d'une fatigue qui croît chaque jour un peu plus, ronge le moral et la capacité de se projeter. C'est ce que racontent Mallory, Jamal et Sébastien. En les suivant, à Paris et à Toulouse, on découvre trois hommes, trois histoires, trois regards. Tous trois sont animés par un même espoir : celui de rebondir.

EXPLORER



XAVIER SCHWIBEL / SCOF

▲ Depuis deux ans
Mallory vit
dans la rue.

Paris, mardi 3 décembre,
10h30.

Un homme quitte silencieusement l'église Notre-Dame-de-Clignancourt, dans le nord de Paris. Vêtu d'une ample parka marron et d'un jean trop large, une écharpe autour du cou et un sac à dos noir sur les épaules, il pousse discrètement la porte battante de l'édifice, descend les quelques marches du parvis, puis enfle son bonnet gris et s'enfonce dans le tumulte de la place Jules-Joffrin. Mallory était venu assister à la cérémonie religieuse célébrée en mémoire de Christelle, 49 ans, morte dix jours auparavant dans la rue. Il marche sur le trottoir, un peu sonné par les mots que vient

de prononcer le fils de la défunte. Le jeune homme d'une trentaine d'années avait coupé les ponts avec sa mère. Cela faisait onze ans qu'il ne l'avait pas vue. Âgé de 50 ans, à la rue depuis deux ans, Mallory a lui aussi rompu les liens familiaux. Depuis quand ? Pour quelles raisons ? Il ne souhaite pas s'étendre. Il dit juste, évoquant sa situation : « *Vis-à-vis de la famille, ça gêne un peu.* » Christelle, Mallory la connaissait. « *C'était un boucan* », dit-il avec une pointe d'affection. « *Quand elle buvait, elle pouvait gueuler. Mais je pense que les gens l'aimaient bien.* » En face de l'église, accrochés sur la grille en fer forgé de la mairie d'arrondissement, des dizaines de bouquets de fleurs ont été déposés par des riverains anonymes. Malgré l'installation des sapins de Noël, les employés municipaux ont conservé cette stèle improvisée. Cela faisait des années que Christelle dormait, dans un recoin, au pied de la façade de

l'imposant bâtiment du XIX^e siècle. Elle avait fini par faire partie du paysage. « *Les gens passaient souvent sans trop faire attention. Mais c'est sûr, son décès a choqué. Qu'une personne puisse mourir au pied de la mairie, beaucoup de gens n'ont pas compris.* » Mallory a entendu dire que certains riverains avaient interpellé l'équipe municipale. « *Après, tu sais, peut-être qu'on lui a proposé des solutions d'hébergement et qu'elle n'a pas voulu, commente-t-il. Je ne sais pas, je n'étais pas tout le temps avec elle.* » Cette émotion soudaine, s'il la comprend, le laisse un peu perplexe. Tout comme la sollicitude nouvelle dont font preuve les passants à son égard depuis quelques jours. « *Certains m'adressent la parole, me demandent comment ça va, m'apportent un café ou une couverture. Cela arrive qu'on me donne 5 ou 10 euros alors que je n'ai rien demandé. Ce doit être l'arrivée du froid ou des fêtes.* »

La routine

Le froid est particulièrement rude en cette matinée. La température a chuté pendant la nuit. « *J'ai mal dormi* », confie Mallory, qui s'était abrité sous un porche du 17^e arrondissement. Quand il ne dort pas là, il s'installe souvent dans l'entrée d'un immeuble de la rue Saint-Honoré, près du Louvre. « *J'aime bien casser un peu la routine*, dit-il. *Ce ne sont pas les mêmes quartiers, les mêmes personnes.* » La routine de Mallory, c'est un lever à 7 h, quand il n'a pas été délogé plus tôt. S'ensuit une douche aux bains publics. Puis il « *enquille* » les associations. D'abord l'accueil du Secours Catholique dans le 17^e, pour le petit-déjeuner. « *Après, tu penses déjà pour manger le midi.* » La plupart du temps, il se rend au 56 rue Hermel, à côté de l'église Notre-Dame-de-Clignancourt, où deux associations proposent à tour de rôle, pendant la semaine, des repas chauds. Sauf le mercredi midi, car ce jour-là, « *la plupart des bénévoles s'occupent de leurs petits-enfants* », explique Mallory. Il faut alors faire des kilomètres vers le sud pour trouver un lieu ouvert. L'après-midi, après 13 h,

c'est le vide. « *Tu tournes en rond.* » Arpenter les rues pour se réchauffer, se poser dans un square pour passer le temps, passer au lavomatique pour faire une lessive « *quand tu as un peu d'argent* ». Au début, « *si tu n'as pas un trop gros sac, tu vas aller dans les bibliothèques* », mais au bout d'un moment l'artifice ne tient plus, et resurgit alors la réalité crue de l'oisiveté. Il lui arrive de faire la manche en fin de journée, au moment où « *les gens sortent du boulot ou rejoignent des amis pour prendre un verre. Ils sont moins pressés, plus ouverts* ». Puis à nouveau l'heure du repas. Le soir, « *il n'y a pas grand-chose, à part de grosses structures comme les Restos du cœur*, raconte Mallory. *Ils n'ont pas vraiment de place, donc si tu n'es pas handicapé ou âgé, tu manges dehors.* » Et enfin dormir. Cette nuit, vu la température et le rhume qui le guette, Mallory pense se réfugier dans un parking. Ce n'est pas l'idéal. Cela l'oblige à attendre jusqu'à 22 h que le gardien fasse sa ronde. Et une fois installé, il peut se faire dégager à tout moment. Mais c'est la seule solution qu'il a trouvée pour dormir au chaud. Les hébergements d'urgence ? « *Le 115*

est saturé », souligne-t-il. Lorsqu'il fait froid, des équipes de maraude proposent parfois de l'emmener jusqu'à un foyer. Mais le temps qu'elles terminent leur tournée, il est déjà tard. « *Tu te couches rarement avant minuit. Et dès 6 h, c'est le branle-bas de combat si tu veux prendre une douche. L'hiver, cette solution dépanne. Et ça a dû sauver des gens* », reconnaît-il, mais il préfère éviter. Se caler dans un bus de nuit ou le métro ? Il connaît des personnes qui le font. Mais dormir assis, en pleine lumière, au milieu de tout le monde, devoir descendre au terminus pour repartir dans l'autre sens... Lui ne pourrait pas, dit-il. D'autant plus qu'« *on peut te faire les poches pendant ton sommeil* ». Il marque un temps, pensif. « *L'être humain s'adapte à tout, mais moi je me vois mal... Peut-être que ça m'arrivera un jour, quand je n'aurai plus de repères.* »

À petit feu

L'incertitude quant à l'avenir ronge mentalement. « *C'est pour cela que certains se réfugient dans l'alcool* », observe Mallory. Lui tient bon. « *J'ai de la chance, j'ai des barrières. Et j'évite les mauvaises fréquentations.* » Mais il sent parfois qu'il pourrait basculer. « *Souvent, tu te demandes : "Qu'est-ce que je fous là ?" Tu vois ta vie défiler.* » La sienne est en dents de scie, oscillant entre les moments de bonheur et les périodes de galère, ponctuée de passages à la rue, mais jamais aussi longs qu'aujourd'hui. Il y a »



XAVIERSCHWIBEL / SCDF

◀ Lorsque les températures chutent, Mallory dort dans un parking du centre de Paris. Parfois, un gardien le déloge en pleine nuit.

EXPLORER



▲ Cela fait près de 2 ans que la 406 coupé de Jamal est devenue son seul refuge.

» encore deux ans, Mallory vivait à Asnières, sur une péniche. Il était employé depuis six ans dans une capitainerie sur la Seine. Puis son patron a perdu la concession et le nouveau gestionnaire n'a pas gardé l'ensemble des salariés. Mallory a

d'un coup perdu son boulot et son logement. Il est parti avec le maigre filet de sécurité que constituait l'allocation chômage. En fin de droits, il a mis un peu de temps à remplir les papiers pour le RSA. Il devrait bientôt le toucher. Il a aussi fait une demande de logement *via* le Dalo¹, mais n'ose pas espérer trop. Il en a marre de la rue, de la pluie, du froid l'hiver, des fortes chaleurs l'été, des nuits trop courtes, de la fatigue, du manque de repères. « *Les années dehors, ça te tue à petit feu. Tu vieillis mal* », observe-t-il. Il regrette de ne pas avoir gardé contact avec des clients du port qui étaient devenus des amis. Certains

auraient sans doute pu l'aider. « *Mais bon, je suis passé à autre chose. C'est mon tempérament. Et puis, tu n'as pas envie que les gens te voient comme ça.* » Il se dit qu'il va finir par rebondir. « *Ce serait un peu triste de finir comme ça.* » Ce soir, allongé dans son sac de couchage à même le sol dans un parking souterrain en plein centre de Paris, Mallory va sûrement cogiter un moment avant de s'endormir.

Toulouse, jeudi 5 décembre, 2 h.

Sur le parking Léon-Blum, dans le nord de Toulouse, une lueur bleue perce à travers le pare-brise embué d'une Peugeot 406. Absorbé par



SEBASTIEN LECLEZIO / SCOF

t-il. Dénoncé par une entreprise concurrente, il a tout perdu. Y compris sa petite amie qui l'a quitté aussitôt. Dans un premier temps, il vend tous ses outils et aménage son camion de chantier pour le rendre habitable. Il s'accroche à un semblant de normalité. Jamal reprend l'intérim, continue de sortir, de rencontrer des filles. À l'exception de deux amis, il ne dit rien à ses proches « pour que leur regard et notre relation ne changent pas ». Quand il les voit, il arrive même à oublier qu'il est à la

“

TU NE DIS PAS QUE TU ES À LA RUE POUR NE PAS ÊTRE CATALOGUÉ COMME UN MEC PAS FIABLE.

”

rue. « *Au début, tu n'es pas fatigué, tu sors tout juste de ton appartement, tu as encore de l'énergie, tu arrives facilement à cacher ta situation.* » Mais ça ne dure qu'un temps. « *Peu à peu tu t'épuises, assure-t-il. Déjà tu dors mal. Tu n'arrives pas à récupérer de la fatigue accumulée. Ensuite, tu te nourris mal : tu ne manges jamais à la même heure, tu ne fais pas de vrai repas, tu manges froid, c'est toujours du pain avec ce que tu trouves. Parfois, tu es tellement préoccupé que tu oublies de te nourrir.* » En un an et demi, Jamal a perdu 15 kilos. Il nous tend son permis de conduire : cheveux courts, larges épaules, mâchoire carrée, sur la photo, on ne le reconnaît pas. Au fur et à mesure qu'il fondait, le jeune homme a perdu sa confiance en lui et la « *niaque* » qui l'animaient, confie-t-il. Il n'arrive plus à draguer. Au travail, il a fini par ne plus faire illusion. « *Ton chef voit bien que tu es crevé, tu arrives avec des cernes comme ça. Moi-même, je*

me rendais compte que je ne tenais pas la cadence. Mais tu ne dis pas que tu es à la rue, pour ne pas être catalogué comme un mec pas fiable qui risque d'arriver en retard, d'être fatigué, de planter tout le monde... Pour qu'on n'arrête pas de t'appeler. Du coup, mon chef croyait que je sortais toute la nuit. Ça ne faisait pas sérieux. »

Dernier refuge

Depuis cet été, Jamal a complètement cessé de travailler pour se consacrer à ses différentes démarches visant à obtenir le RSA et à accéder à une formation en dessin industriel. Il est aussi engagé bénévolement. En ce début de soirée du 5 décembre, à l'Ostalada, l'accueil de jour du Secours Catholique, dans le centre de Toulouse, le jeune homme charge un gros thermos de café et des couvertures dans la camionnette blanche de l'association. Il s'apprête à faire la tournée des personnes qui dorment dehors. « *Il devrait y avoir moins de monde, ce soir, pense-t-il. Le 5 du mois, beaucoup profitent d'avoir touché le RSA pour réserver une ou deux nuits d'hôtel afin de recharger les batteries.* » Il croise les doigts pour ne jamais se retrouver dans cette situation. Au printemps 2018, l'enlèvement par la fourrière de son camion, considéré « véhicule tampon », l'a relégué dans sa 406 coupé, son dernier refuge. « *Le problème, c'est que je n'ai pas de quoi l'assurer ni mettre de l'essence pour la déplacer* », s'inquiète-t-il. L'histoire pourrait se répéter. Jamal espère avoir retrouvé un toit avant. Il a cherché pendant un temps mais, « *jamais prioritaire* », il a laissé tomber. « *Dès que je touche le RSA, je m'y remets, promet-il. Et quand j'aurai un appart ou un studio, je pourrai enfin me reposer.* » Jamal rêve de reprendre ses 15 kilos. »

l'écran de son téléphone, Jamal visionne son deuxième film de la soirée. C'est sa façon à lui de se vider la tête, de ne pas ressasser sa situation, seul dans l'habitacle de sa voiture. Et si au générique de fin le sommeil ne vient toujours pas, il enchaînera avec un troisième film. Et ainsi de suite jusqu'à ce qu'il tombe d'épuisement. Certaines nuits, cela peut durer jusqu'à 7 h du matin. Ce ferronnier-chaudronnier de 37 ans raconte s'être « *cassé la gueule d'un coup* », il y a deux ans. Après plusieurs années d'intérim, il s'était mis à son compte. « *J'ai commis la bêtise de tout faire au black* », confie-

EXPLORER

» Avant de se mettre en route, le jeune homme rentre l'itinéraire de la tournée dans le GPS de son smartphone. « *Certaines personnes sont choquées de voir un SDF avec un téléphone, et encore plus avec Internet*, dit-il. *Ce qu'elles ne comprennent pas, c'est que pour nous ce n'est pas du gaspillage mais un investissement. C'est notamment indispensable pour ne pas être complètement déconnectés de nos proches et de la société.* »

Toulouse, vendredi 6 décembre, 15 h.

Dans la cuisine de l'appartement qu'il partage rue de Périole, près de la gare Matabiau, à Toulouse, Sébastien rince trois tasses à café. Depuis qu'il est rentré, il ne s'est pas départi de son imperméable bleu marine. « *Je ne l'enlève que dans ma chambre* », explique-t-il. Installé depuis quinze jours dans cet appartement, mis à sa disposition par le Secours Catholique, il a besoin d'un

peu de temps pour prendre ses marques. La première semaine, il n'a pas déballé ses affaires. « *Je n'étais pas sûr de rester* », confie-t-il. Sébastien sort d'une période d'un an et demi dans la rue. « *Ça peut paraître*



**LA RUE CASSE,
TU PERDS LA NOTION
DU TEMPS.**



peu, mais ça casse quand même. Tu perds la notion du temps. » Il a entendu parler de personnes sans abri qui, après avoir réintégré un logement, dormaient par terre, à côté de leur lit. « *La rue les a flingués.* »

Il se souvient de « *la claque* » prise le jour où il s'est retrouvé brutalement sur le trottoir avec toutes ses affaires. C'était en mars 2018. Il n'avait jamais imaginé que cela

pourrait lui arriver. Un an auparavant, un mal-être au travail et des problèmes plus personnels l'avaient amené à quitter le poste de serveur qu'il occupait depuis cinq ans dans une brasserie du centre-ville. « *J'ai fait une petite dépression* », dit-il. À cette époque, il lâche prise, se ferme sur lui-même, n'ouvre plus son courrier, ne paie plus son loyer. Et finit par se faire expulser. Il découvre alors « *l'univers de la rue, avec les assos, les repas aux Restos du cœur...* » Un monde sur lequel il avait beaucoup de préjugés – la violence, le vol, le manque d'hygiène – et qui lui apparaît bien plus nuancé. Il vit mal les regards : « *C'était le plus dur.* » Son sac à dos de 50 litres le trahit instantanément, stigmate de sa galère. « *Avec ça, je ne pouvais plus voir mes anciens collègues. Il est aussi arrivé qu'on me refuse l'accès à certains endroits, des bars par exemple.* » Lors des manifestations des Gilets jaunes, Sébastien se retrouve dans

POSITIONNEMENT

POUR UNE POLITIQUE DU “LOGEMENT D'ABORD”

« **L**e système actuel est régi par une croyance de longue date selon laquelle une personne qui a un parcours d'errance ne serait pas apte à réintégrer directement un logement », regrette Pauline Mouton, responsable du département “De la rue au logement”, au Secours Catholique. « *Il faut qu'elle donne auparavant un certain nombre de garanties pour qu'on soit sûr qu'elle est capable d'être autonome : de payer son loyer, d'entretenir son logement, d'avoir de bonnes relations avec son voisinage.* » La personne doit donc gravir les marches d'un parcours en escalier : hébergement d'urgence puis hébergement d'insertion. Avec le risque, souligne Pauline Mouton, de rester bloquée dans ces dispositifs d'hébergement qui sont inadaptés au long terme et maintiennent dans une certaine forme de précarité. C'est pourquoi le Secours Catholique soutient la politique du “logement d'abord”. Premièrement, parce que l'association constate que de nombreuses personnes à la rue sont tout à fait aptes à réintégrer directement un logement autonome, avec éventuellement, pour certaines, la nécessité d'un accompagnement pluridimensionnel. Ensuite, parce que le logement offre aux personnes la stabilité indispensable pour se remobiliser et se projeter vers l'avenir. « *Donc, pour celles qui le peuvent, autant leur faire gagner du temps*, considère Pauline Mouton. *Par ailleurs, cela libérerait des places pour ceux qui en ont vraiment besoin dans les dispositifs d'hébergement qui sont saturés.* » L'idée n'est donc pas de supprimer ce qui existe, mais d'ouvrir de nouvelles opportunités et de fluidifier les parcours, en tenant compte des différences de profils et de besoins. ■



SEBASTIEN LE CLEZIO / SCOF

▲ **Sebastien à réintégré un logement depuis 2 semaines. La stabilité retrouvée lui permet de se projeter à nouveau.**

le collimateur de policiers en civil, victime collatérale de la chasse aux casseurs. « *Un samedi, je me suis fait contrôler à neuf reprises...*, relate-t-il. *Alors que je ne participais même pas à la manif !* » À chaque fois, il doit vider entièrement son sac sur le trottoir : son duvet, sa lampe, ses livres, ses affaires de toilette, sa serviette de bain, ses tee-shirts, ses chaussettes, ses caleçons... Tout laisser dans un box ? Il l'a fait pendant quelques semaines. Jusqu'à ce qu'il ne puisse plus payer.

Comme tout le monde

Plusieurs fois, on lui a proposé une place en foyer d'hébergement. Mais il a systématiquement refu-

sé. Comme Jamal et Mallory. « *Ce sont des lieux où tu es fliqué, estime Sébastien. Tu dois être rentré à 17 h ou 19 h. Si tu as cinq minutes de retard, on ne t'ouvre pas. C'est pour t'apprendre les règles. Tu dois raconter ta journée à un référent ou te fixer des objectifs à respecter. On a l'impression d'être considérés comme des enfants.* » Quelques jours plus tôt, à Paris, Mallory a eu cette phrase à propos des foyers : « *Tout semble prévu pour des publics de toxicomanes ou d'alcooliques. Quand tu n'es ni l'un ni l'autre, il n'y a rien d'adapté pour toi.* »

Depuis deux semaines, Sébastien mesure le bonheur de ne plus être réveillé en pleine nuit par le froid, de ne plus avoir à se soucier, en s'endormant, que son portefeuille est bien dans la poche avant de son manteau, la fermeture éclair fermée, qu'il a bien glissé un bras dans la lanière de son sac pour sentir au cas où on voudrait le lui piquer, et que personne ne rôde

autour de lui. Au fur et à mesure que les jours passent, le quadragénaire a aussi de moins en moins de mal à se projeter vers l'avenir. « *La stabilité qu'offre le logement donne du sens à tout le reste, observe-t-il. Quand tu es à la rue, il y a un peu un truc : "Foutu pour foutu..." Tu te sens tellement à la marge que faire les demandes de RSA, de CMU-C, etc., te paraît absurde. Tu n'as même pas d'endroit où mettre tes papiers en sécurité.* » Sébastien s'est promis de s'en occuper dès la fin des fêtes. Il recherchera ensuite un emploi. Et enfin, un appartement. Étape ultime, selon lui, pour « *redevenir une personne comme tout le monde* ». En attendant, assis sur un banc du parc Compans-Caffarelli, dans le centre de Toulouse, débarrassé de son gros sac à dos, Sébastien savoure l'indifférence des passants. ■

1. Créé par la loi du 5 mars 2007, le Droit au logement opposable permet aux personnes mal logées d'être reconnues prioritaires afin de faire valoir leur droit à un logement.

NOUS AVONS VU LE COURAGE

PAR **ALEXIS JENNI**, ROMANCIER

Alexis Jenni a obtenu en 2011 le prix Goncourt pour son premier roman, *L'Art français de la guerre*. Depuis, il met régulièrement sa plume au service de la société civile et notamment du Secours Catholique.



“

**HEUREUSEMENT
J'AI L'ÉCRITURE, ELLE
EST MA LAMPE,
ET JE LA PRÊTE À QUI
VEUT VOIR.**

”

« **J**e ne vois pas bien qui va mettre quinze euros pour savoir comment mangent les pauvres », nous a dit un éditeur pour conclure la discussion : ce livre, il ne l'éditionnera pas. « Bon, au revoir monsieur, nous allons voir ailleurs. » Nous, ce sont les trois qui faisons ce livre : le directeur de Vrac, association qui vend des produits bio et locaux dans les cités des grandes villes, à très bas prix, un journaliste scientifique spécialiste du bio, des pratiques culturelles et de l'alimentation, et puis moi-même, romancier, c'est tout. Ce que nous voulons, c'est écrire sur les groupements d'achat, sur les gens qui se regroupent pour acheter des produits alimentaires de qualité, inaccessibles aux plus précaires pour des raisons financières évidentes, et puis géographiques, parce que les banlieues sont des déserts commerciaux. Eux deux, c'est leur sujet ; mais moi, qu'est-ce que je fais là ?

La demande émanait du Secours Catholique, qui voulait un livre pratique à ce sujet, mais nous avons vite compris que réfléchir de façon abstraite ne servait à rien, il fallait aller voir, rencontrer les gens qui inventent ces circuits parallèles pour permettre à tous un accès digne à l'alimentation. Partout en France nous les avons rencontrés, ces gens, et j'étais là pour raconter la rencontre, pour mettre en récit ce qu'ils étaient, ce qu'ils faisaient, pourquoi et comment, le journaliste scientifique était là pour réfléchir, tirer des conséquences et des projets de ce que nous voyions, et le troisième larron était là pour tout organiser et coordonner, rôle indispensable. Et c'est prodigieux ce que nous avons vu, tous ces trésors d'énergie, d'ingéniosité, d'élan collectif que déploient les gens pour se nourrir comme des êtres humains, des êtres conscients, des êtres relationnels, toutes ces stratégies diverses et inventives pour échapper à la grande distribution, aux surplus du *low cost*, et aux banques alimentaires. Voir ça, raconter ça, publier ça, dire comment les gens relèvent la tête, cela devient depuis quelques années une part de mon activité d'écrivain. Ce n'est pas de la création littéraire, c'est une façon de découvrir, de comprendre et de faire connaître : c'est l'écriture comme acte social, c'est l'écriture pour dire ce qui se passe là, pas très loin, tout à côté de nous mais hors de notre vue puisque la pauvreté est par définition invisible. Personne n'y tient, personne ne veut la voir, on en a peur, moi le premier, alors on la laisse dans l'ombre. On se cache prudemment toute la part de la société qui ne marche pas, pour nous laisser croire à nous-mêmes que globalement elle marche, et nous avec. Heureusement j'ai l'écriture, elle est ma lampe, et je la prête à qui veut voir. Et ce que nous avons vu, c'est le courage. Et l'invention de solutions nouvelles, qui profiteraient à tous.

Oui, ce livre racontera comment mangent les pauvres, et cela n'a rien de futile, car manger bien, bon, ensemble, est une condition d'humanité. Cela vaut un livre, qui sera publié. ■

N'EN JETEZ PLUS!

Par Besse & la Blanche

Dans la bataille contre les idées reçues, aujourd'hui: "Faut-il distribuer les rebuts alimentaires aux pauvres?..."



La production, c'est comme un gâteau trop riche...



Passé vite... Ca sent surtout le retour à l'emploi... Aux fourneaux!



En conclusion: au lieu de donner les rebuts de la société de consommation aux rebuts de la société du travail, changeons le système pour mettre fin aux inégalités et à la surproduction!



On peut tous

PRENDRE PARTI

contre l'exclusion.



**ÉLECTIONS MUNICIPALES 2020,
FAISONS COMPTER LES VOIX
DES PLUS DÉMUNIS !**

secours-catholique.org

 [caritasfrance](https://twitter.com/caritasfrance)

 [Secours Catholique-Caritas France](https://www.facebook.com/Secours-Catholique-Caritas-France)



**ENSEMBLE,
CONSTRUIRE
UN MONDE JUSTE
ET FRATERNEL**